



B U R K I N A F A S O
⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆⋆
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 3^{ème} trimestre 2015

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 03/2015

SOMMAIRE

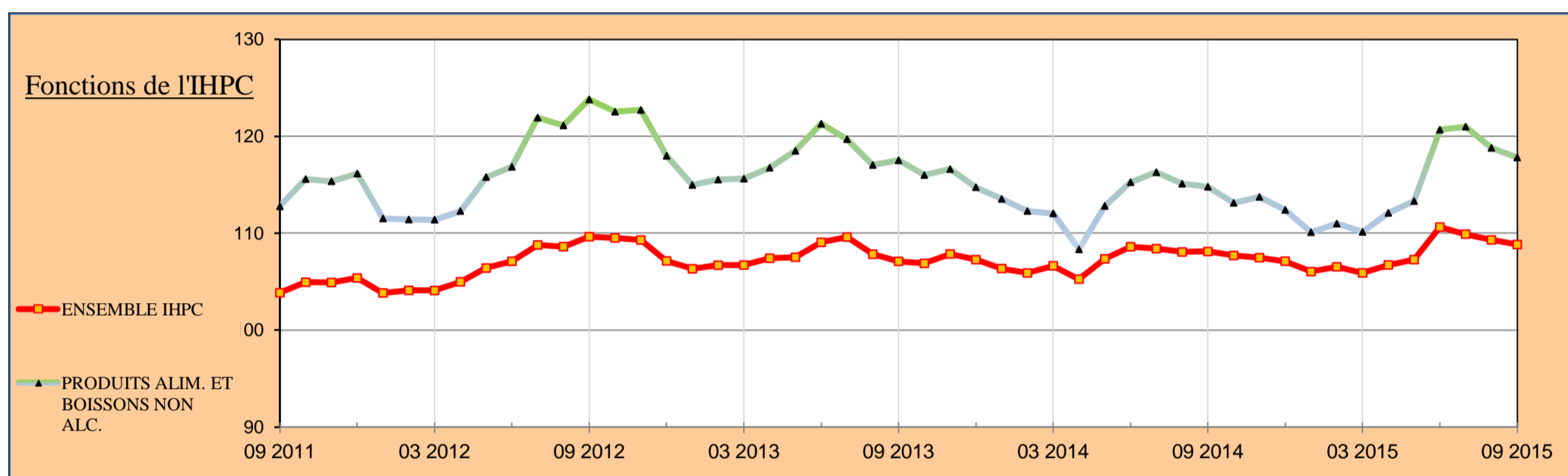
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	9
Secteur monétaire	14
Secteur extérieur	17
Définitions et abréviations	22
Crédit des contributions	23

Secteur réel

Le troisième trimestre 2015 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse du niveau général des prix à la consommation, sous l'effet principal de la flambée des prix des produits alimentaires. Cette hausse est atténuée par la baisse des prix des services d'hôtellerie-restauration et du logement et énergie. Cependant, il est observé une baisse générale des prix au producteur et des prix à la consommation du bétail et de la volaille.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	108,2	107,4	106,2	108,2	109,3	1,1%	1,1%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	115,4	113,1	110,4	115,4	119,2	3,3%	3,3%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	100,2	99,1	97,3	99,1	100,1	1,0%	-0,1%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	116,6	117,5	119,4	120,6	119,8	-0,6%	2,8%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,8	98,6	98,3	98,3	98,1	-0,2%	-0,7%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	114,6	114,7	112,5	110,6	110,7	0,0%	-3,4%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	96,3	96,4	96,3	96,4	97,3	0,9%	1,1%
ENSEIGNEMENT	104,4	108,1	108,1	108,1	108,1	0,0%	3,6%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	113,6	112,8	111,2	114,7	111,6	-2,8%	-1,8%
AUTRES BIENS ET SERVICES	104,9	104,9	105,0	105,0	104,9	0,0%	0,0%



Au troisième trimestre 2015, le niveau général des prix à la consommation a augmenté de 1,1% en variation trimestrielle comme en variation annuelle.

La hausse trimestrielle est liée à une surenchère des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,3%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+1,0%), malgré une baisse de 2,8% enregistrée sur les prix des services des restaurants et hôtels. Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix.

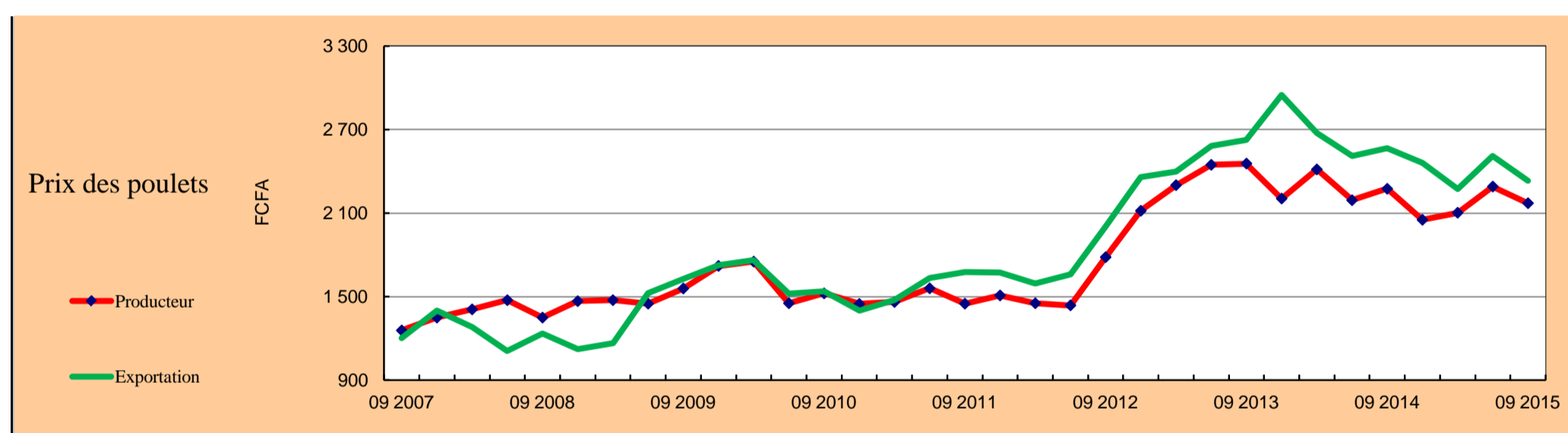
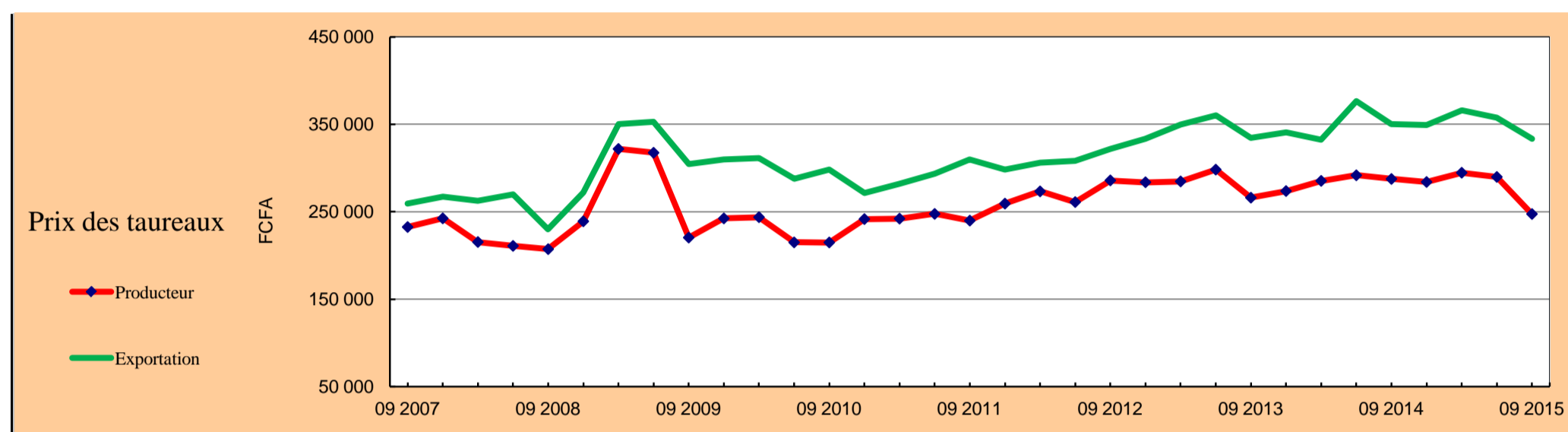
La hausse annuelle est expliquée également par la surenchère des biens alimentaires (+3,3%), mais aussi des services d'enseignement (+3,6%) et des services de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+2,8%). Cependant, le prix des services de transport est en recul de 3,4%, à cause de la baisse du prix du carburant à la pompe. De même, le prix des services de restauration et hôtellerie est en baisse de 1,8%, expliquée par la situation socio-politique. Les autres fonctions ont enregistré de faibles variations de leurs prix en glissement annuel.

A fin septembre 2015, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de +0,5% contre -0,6% en septembre 2014. Cette maîtrise de l'inflation serait expliquée par la bonne tenue de la campagne agricole 2014-2015 et les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	287 556	284 100	294 669	289 867	247 507	-14,6%	-13,9%
Prix à l'exportation du taureau	350 293	349 145	366 162	357 496	333 397	-6,7%	-4,8%
Prix au producteur du bélier	39 513	38 221	39 182	37 944	28 666	-24,5%	-27,5%
Prix à l'exportation du bélier	53 444	50 076	52 950	50 282	42 808	-14,9%	-19,9%
Prix au producteur du bouc	21 395	20 818	23 175	22 545	18 797	-16,6%	-12,1%
Prix à l'exportation du bouc	32 944	32 050	33 945	33 051	28 569	-13,6%	-13,3%
Prix au producteur du poulet	2 275	2 052	2 103	2 291	2 171	-5,2%	-4,6%
Prix à l'exportation du poulet	2 566	2 462	2 273	2 511	2 331	-7,2%	-9,2%
Prix au producteur de la pintade	2 439	2 277	2 011	2 383	2 224	-6,7%	-8,8%
Prix à l'exportation de la pintade	2 517	2 370	2 237	2 508	2 447	-2,4%	-2,8%



Au troisième trimestre 2015, le marché des animaux s'est caractérisé par une baisse des prix du bétail et de volaille comparativement à leurs niveaux du trimestre précédent, aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. Le niveau d'approvisionnement des marchés à bétail a connu pendant une hausse par rapport au trimestre écoulé.

Amorcée depuis le deuxième trimestre 2015, la baisse du prix du taureau s'est poursuivie au troisième trimestre 2015 sur les marchés de production (-14,6%) et sur les marchés d'exportation (-6,7%). Cette même tendance est observée en glissement annuel avec -13,9% sur les marchés de production et -4,8% sur les marchés d'exportation.

Les prix des petits ruminants, ont connu les plus fortes baisses avec notamment -24,5% pour le prix du bélier et -16,6% pour le prix du bouc sur les marchés de production en glissement trimestriel. Les mêmes tendances sont observées en glissement annuel et sur tous les marchés.

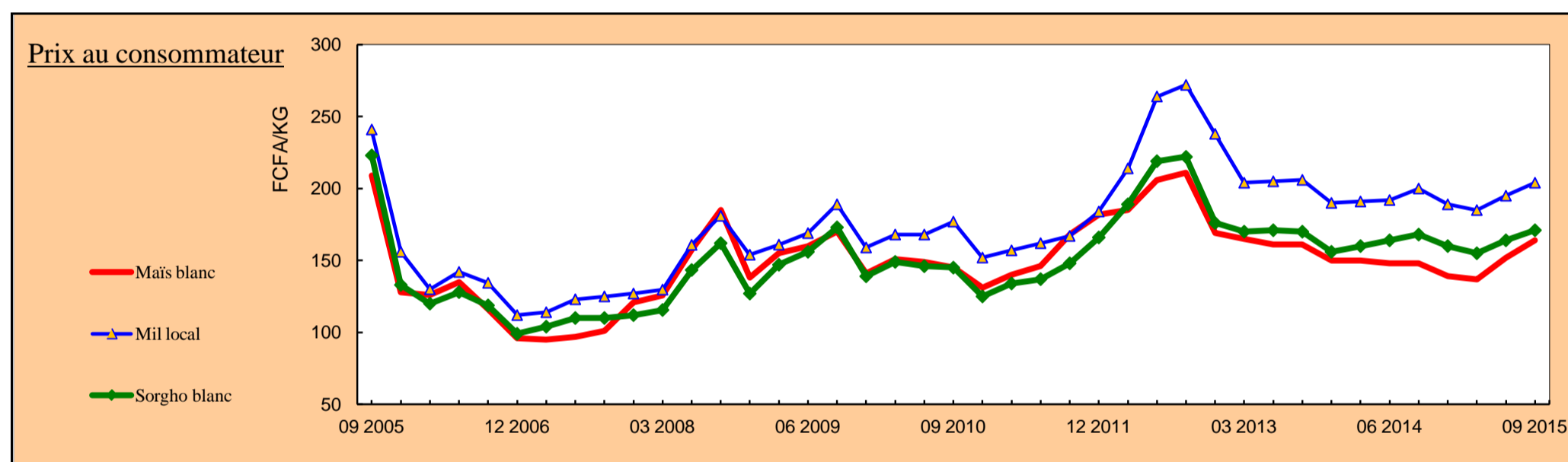
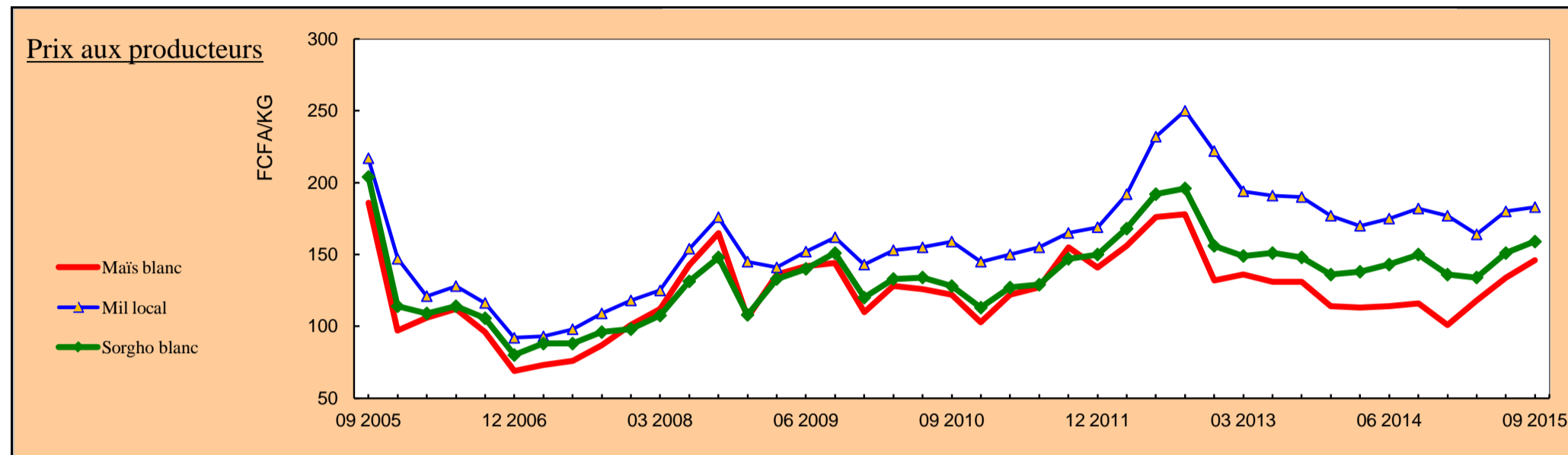
Les baisses des prix du taureau, du bélier et du bouc pourraient s'expliquer d'une part par une hausse de l'offre (+5,6%) et une baisse de la demande (-14,1%) du bétail par rapport au trimestre écoulé sur les marchés et, d'autre part, par les différentes crises socio politiques qu'a connu le pays.

Les prix des volailles ont connu également une baisse par rapport à leur niveau du deuxième trimestre 2015. Dans l'ensemble, la baisse des prix s'expliquerait principalement par une mévente de la volaille due également à la crise de septembre 2015 et à l'apparition de la grippe aviaire (fermeture des frontières pour l'exportation de volaille).

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	116,0	101,0	118,0	134,0	146,0	9,0%	25,9%
Prix au consommateur du maïs blanc	148,0	139,0	137,0	152,0	164,0	7,9%	10,8%
Prix au producteur du mil local	182,0	177,0	164,0	180,0	183,0	1,7%	0,5%
Prix au consommateur du mil local	200,0	189,0	185,0	195,0	204,0	4,6%	2,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	150,0	136,0	134,0	151,0	159,0	5,3%	6,0%
Prix au consommateur du sorgho blanc	168,0	160,0	155,0	164,0	171,0	4,3%	1,8%



En ce troisième trimestre marqué par la période de soudure, l'offre en produits agricoles sur les marchés a connu une légère réduction par rapport au trimestre précédent et est devenu l'apanage des commerçants. En effet, l'approvisionnement des marchés au cours de la période a été effectué principalement grâce aux stocks commerçants. Ces stocks qui étaient à un bon niveau ont permis de maintenir une bonne disponibilité céréalière sur la plupart des marchés. Cette disponibilité a été renforcée par l'opération de vente de maïs à prix subventionné par le gouvernement. Ainsi, les prix des céréales ont évolué normalement suivant la tendance saisonnière.

Les prix des céréales ont connu progressivement des hausses saisonnières tout au long du trimestre. Les moyennes trimestrielles des principales céréales sur les marchés de détail sont de 164,0 FCFA le kilogramme pour le maïs, 204,0 FCFA pour le mil et 171,0 FCFA pour le sorgho. De ces moyennes, il ressort des hausses de prix par rapport aux trimestres antérieurs.

Comparé au trimestre précédent, le prix au consommateur du mil a enregistré une hausse de 4,6 %. Comparativement à la moyenne du 3ème trimestre 2014 la variation est de +2,0 % et par rapport à la moyenne quinquennale, le prix est stable.

Pour le prix du sorgho, il ressort des variations à la hausse de 4,3% par rapport au trimestre précédent et de 1,8% par rapport au même trimestre de l'année passée. Tout comme le mil, le prix est stable par rapport à la moyenne quinquennale.

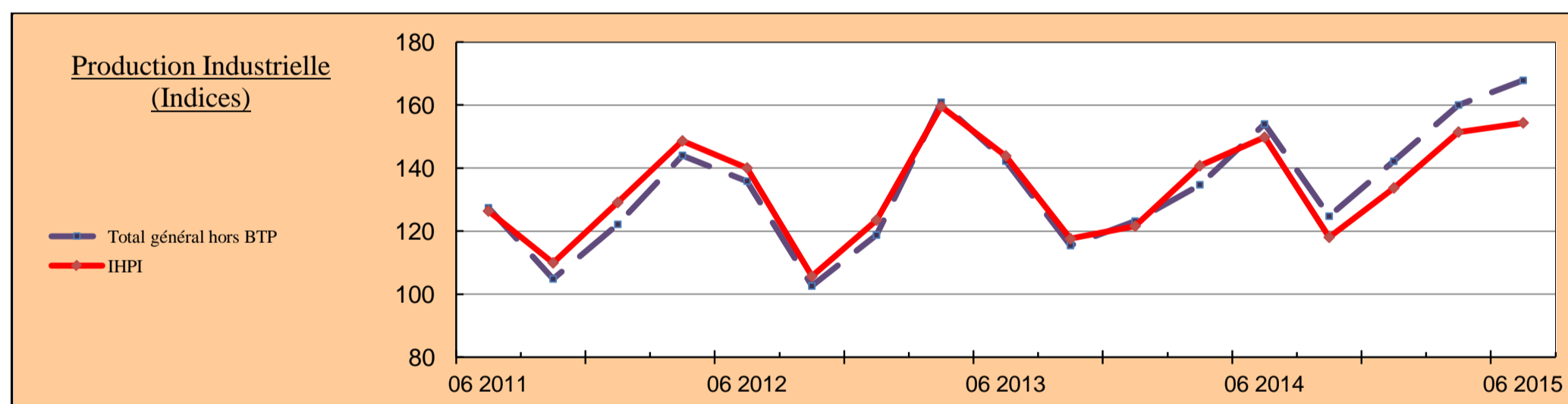
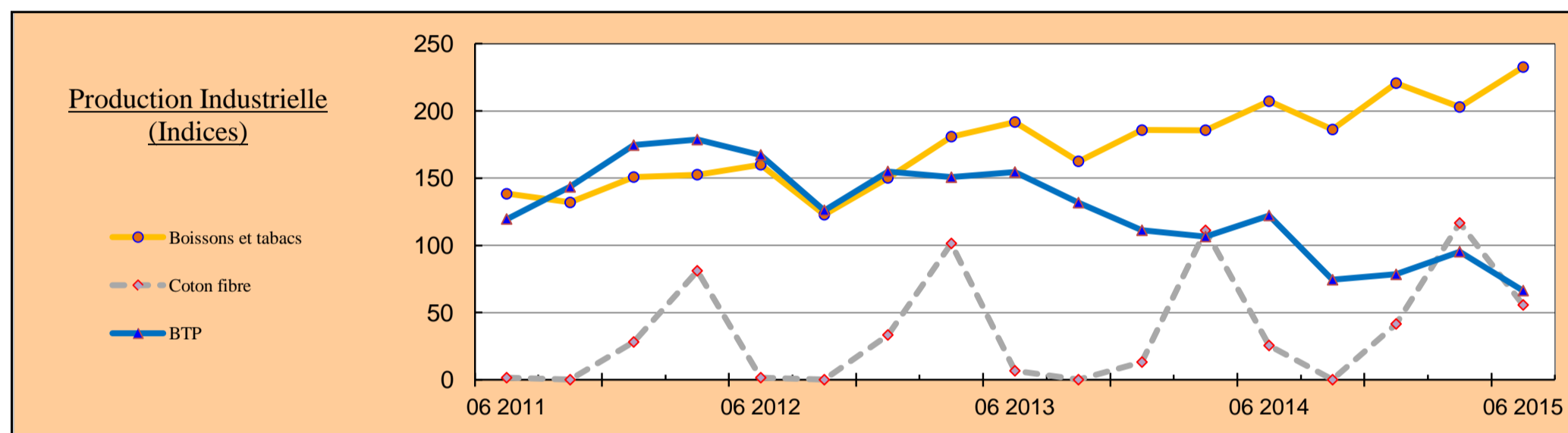
La même tendance évolutive a été observée pour le prix du maïs. Le prix au consommateur a enregistré des variations en hausse de 7,8% et 10,8%, respectivement par rapport au trimestre précédent et au même trimestre de l'année passée. En plus de la saisonnalité, la hausse du prix du maïs peut être imputée à la rupture de stocks de cette denrée, enregistrée ce trimestre dans certaines boutiques témoins. En effet, l'utilisation du maïs dans la préparation des aliments de volaille est la principale raison de la hausse de la demande de cette céréale, notamment dans les grands centres. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix du maïs est stable.

Les trois prochains mois seront marqués par la récolte et la reconstitution des stocks ménages et commerçants. Les marchés seront mieux approvisionnés avec une hausse de l'offre des produits agricoles sur les marchés contre une baisse de la demande. A l'instar de ces facteurs, les prix enregistreront une tendance à la baisse sur l'ensemble des marchés.

Sources : M.A.R.H.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2015	2015	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	25,5	0,0	41,5	116,6	55,6	-52,3%	118,5%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	168,3	154,6	192,6	187,0	198,8	6,3%	18,1%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	36,7	11,6	43,8	116,7	61,4	-47,4%	67,1%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 019,9	897,1	985,2	1 008,6	897,5	-11,0%	-12,0%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	152,7	121,0	140,0	142,2	145,7	2,4%	-4,6%
BOISSONS ET TABAC	207,2	186,2	220,7	203,0	232,7	14,6%	12,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	152,7	121,0	140,0	142,2	145,7	2,4%	-4,6%
BOULANGERIES, MEUNERIES	129,9	134,9	144,2	139,1	127,4	-8,4%	-1,9%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	88,6	89,3	136,5	156,7	132,0	-15,7%	49,1%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	150,2	128,4	66,8	117,0	119,0	1,7%	-20,7%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,3	73,8	63,2	77,0	79,5	3,3%	2,8%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	9,7	23,6	6,9	13,4	3,1	-76,8%	-68,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	165,4	132,9	126,9	162,8	202,6	24,5%	22,5%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	122,2	74,4	78,4	95,2	66,3	-30,4%	-45,8%
TOTAL GENERAL HORS BTP	154,0	124,7	142,2	160,0	167,8	4,9%	9,0%
IHPI	149,8	118,1	133,7	151,5	154,4	1,9%	3,1%



Au cours du deuxième trimestre 2015, le volume de la production industrielle a encore augmenté. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) base 100 en 2007 s'est amélioré, passant de 151,4 à 154,4, soit une augmentation de 1,9% en glissement trimestriel. Comparativement au même trimestre de l'année 2014, l'IHPI a crû de 3,1%.

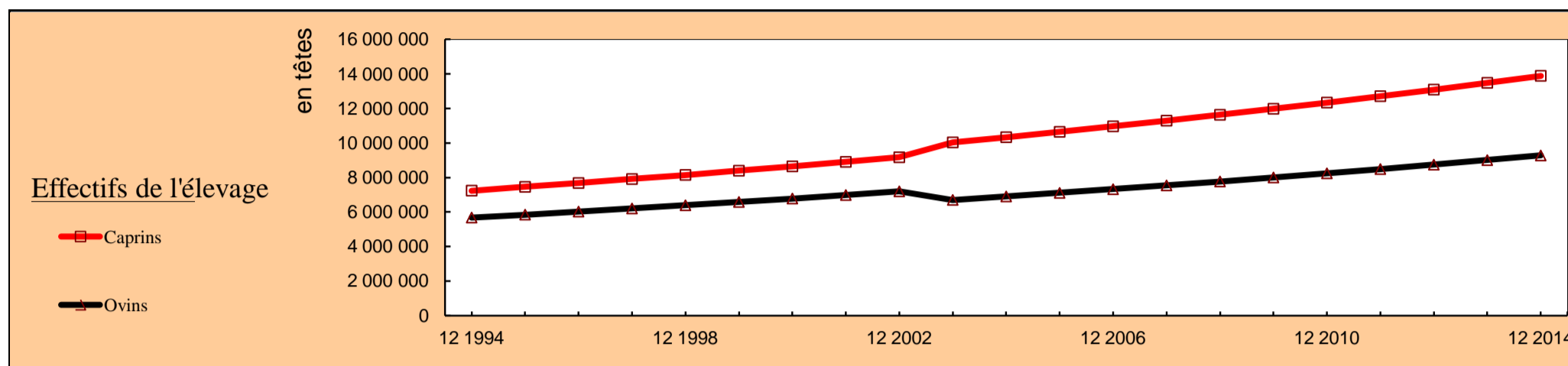
Cette augmentation de la production industrielle est essentiellement due à la bonne tenue de l'activité dans les industries de fabrication de boissons et de tabac et les industries du secteur eau, électricité, gaz. En effet, l'indice des industries de fabrication de boissons et de tabac a atteint 232,7, soit une augmentation de 14,6% en glissement trimestriel et de 12,3% en glissement annuel. De même, la production dans le secteur eau, électricité, gaz, a connu une importante hausse de 24,5%, suite à l'augmentation de la production d'énergie électrique et d'eau courante au cours du trimestre. En glissement annuel également, l'indice est en hausse de 22,5%.

La plupart des autres branches de l'industrie burkinabè ont enregistré des baisses de production. Ainsi, l'industrie textile a connu une forte diminution saisonnière de production, et l'indice des industries d'égrenage de coton a enregistré une baisse de 52,3% en glissement trimestriel. Par contre, elle a enregistré une hausse importante (118,5%) par rapport au deuxième trimestre de 2014. Les industries de fabrication de matériaux de construction ont aussi connu des baisses significatives dans leurs productions respectives, illustrées par une décreue de leur indice, tant en glissement trimestriel (30,4%) qu'annuel (45,8%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	Dec 2010	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Croissance moyenne Friday-Wednesday-Wednesday	Croissance moyenne Friday-Wednesday-Wednesday
Effectif de bovins (en têtes)	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	9 090 718	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	9 277 746	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	13 891 447	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	37 512	38 638	39 797	40 991	42 220	3,0%	3,0%

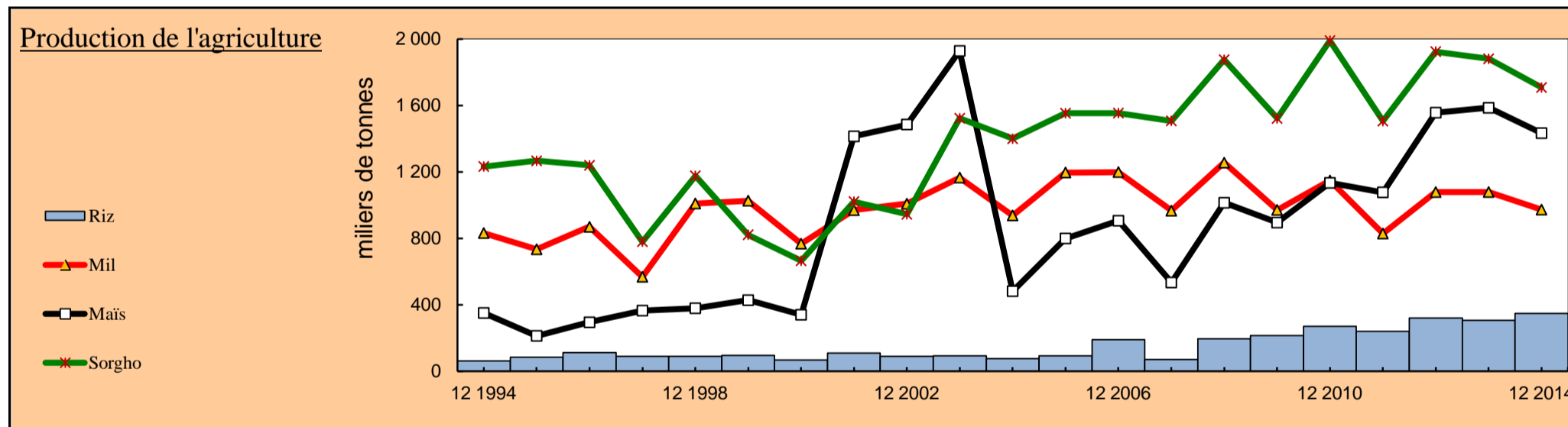


En attendant la réalisation de la première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC I) qui connaît des difficultés de financement, les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) constituent la base de projection et d'estimation des effectifs du cheptel. L'estimation des effectifs du cheptel en fin d'année 2014 au niveau national présenté ci-dessus donne un croît global depuis 2003 de 24,3% pour les bovins, de 38,4% pour chacune des espèces ovine, caprine et pour la volaille.

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	Dec 2010	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Croissance moyenne Friday-Wednesday-Wednesday	Croissance moyenne Friday-Wednesday-Wednesday
Production brute totale de céréales	4 560 574	3 666 405	4 898 544	4 869 723	4 469 300	-0,5%	-8,2%
dont : Production brute de mil	1 147 894	828 741	1 078 394	1 078 570	972 539	-4,1%	-9,8%
dont : Production brute de sorgho	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 880 465	1 707 613	-3,8%	-9,2%
dont : Production brute de maïs	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 585 418	1 433 085	6,0%	-9,6%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	270 658	240 865	319 390	305 382	347 501	6,4%	13,8%

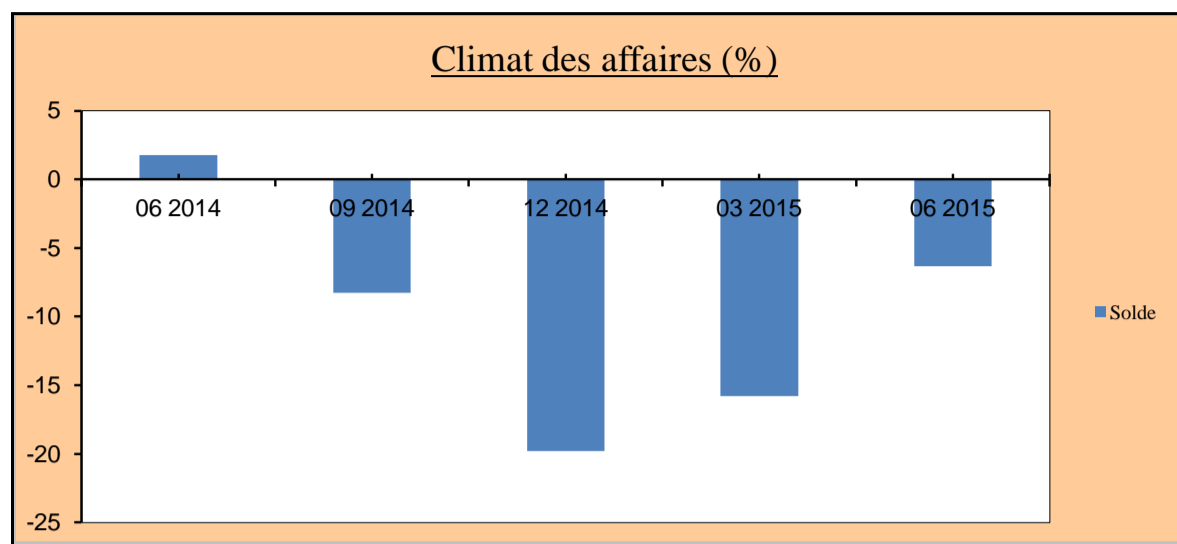


Le troisième trimestre 2015 est principalement marqué par les activités agricoles, entamées tardivement cette année en fin de trimestre précédent. L'installation de la pluviométrie a été effective à partir de la deuxième décennie de juillet dans toutes les régions. Environ 80% des postes suivis accusaient un déficit pluviométrique par rapport à l'année passée.

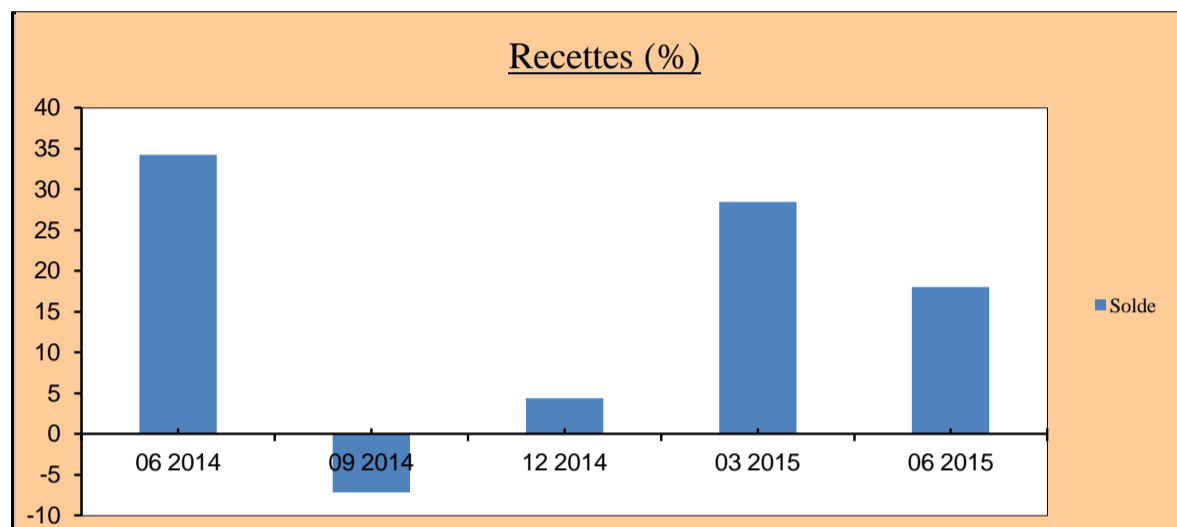
A la deuxième décennie de juillet, les opérations culturales étaient dominées par le labour et les semis ou resemis qui se sont intensifiés à partir de la deuxième décennie de juillet dans la plupart des provinces, avec un retard de 2 à 3 décades comparé à la normale. Le stade végétatif était également dominé par la levée qui se situait entre 50 et 75%. La physionomie des plantes était bonne surtout sur les parcelles appliquant les paquets technologiques.

Mais jusqu'en fin de trimestre, une régularité spatio-temporelle des pluies, avec normalisation des cumuls pluviométriques saisonniers entraînant parfois des stress hydriques, a été observée. En fin de trimestre, les dernières opérations d'entretiens se sont terminées pour faire place à la surveillance et à la préparation de la récolte (stockage, aire de séchage...). Certaines récoltes du maïs, de l'arachide, du voandzou et de l'igname ont été observées surtout dans le Sud-Ouest, la Boucle du Mouhoun, le Centre-Sud et les Cascades.

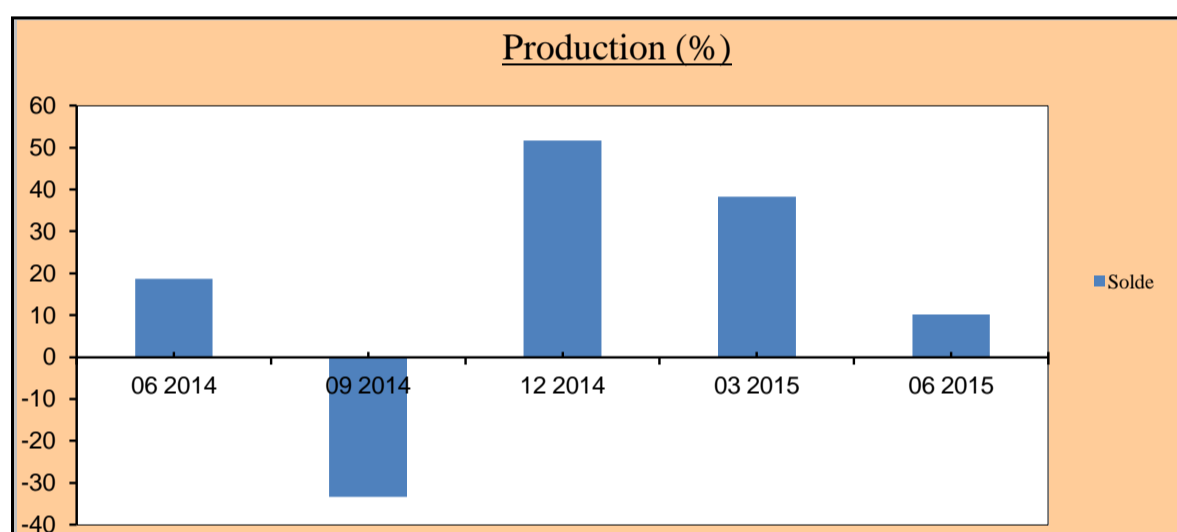
Sources : M.A.H.R.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION**Climat des affaires**

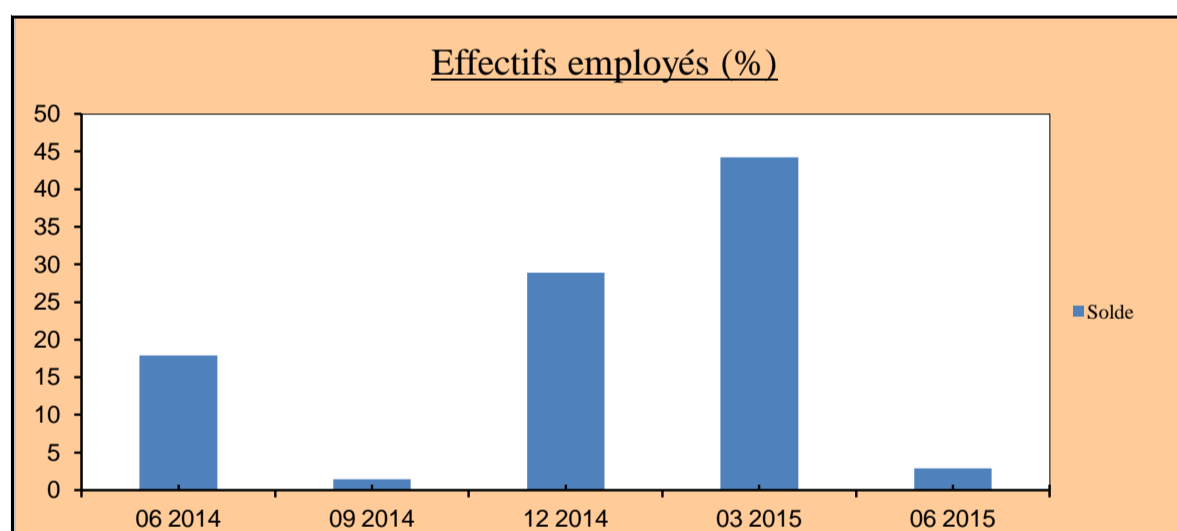
L'activité au deuxième trimestre 2015 s'est déroulée dans un environnement économique peu favorable comparé au premier trimestre 2015.

**Recettes**

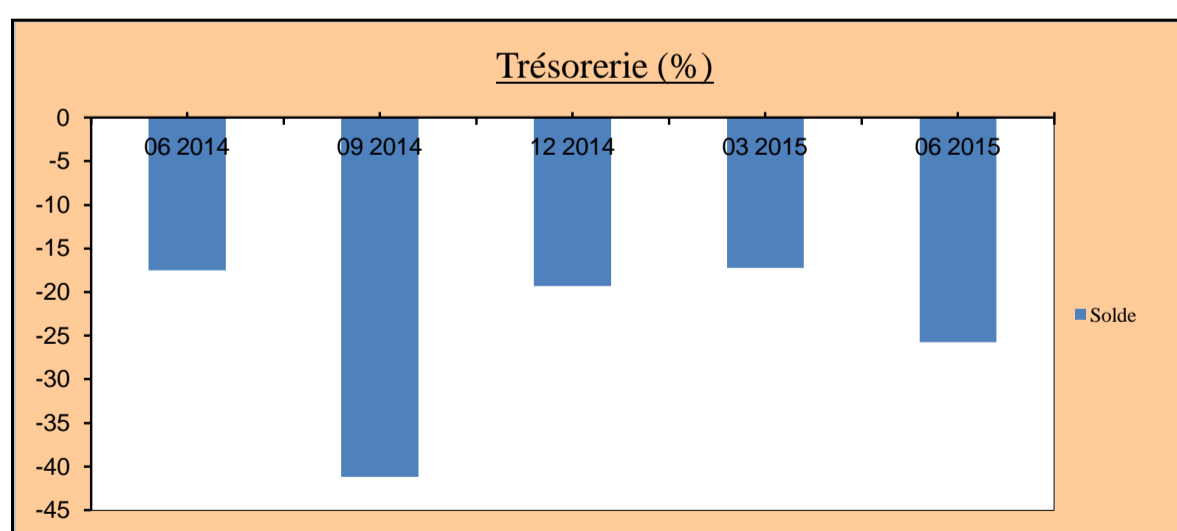
En dépit de cet environnement peu favorable du deuxième trimestre 2015, les ventes sont en hausse comparées au premier trimestre 2015.

**Production**

Par ailleurs, la production demeure également en hausse par rapport à son niveau du premier trimestre 2015.

**Effectifs employés**

Toutefois, comparés au premier 2015, les effectifs employés sont restés stables.

**Trésorerie des entreprises**

Malgré une amélioration des ventes, les tensions de trésorerie continuent de persister.

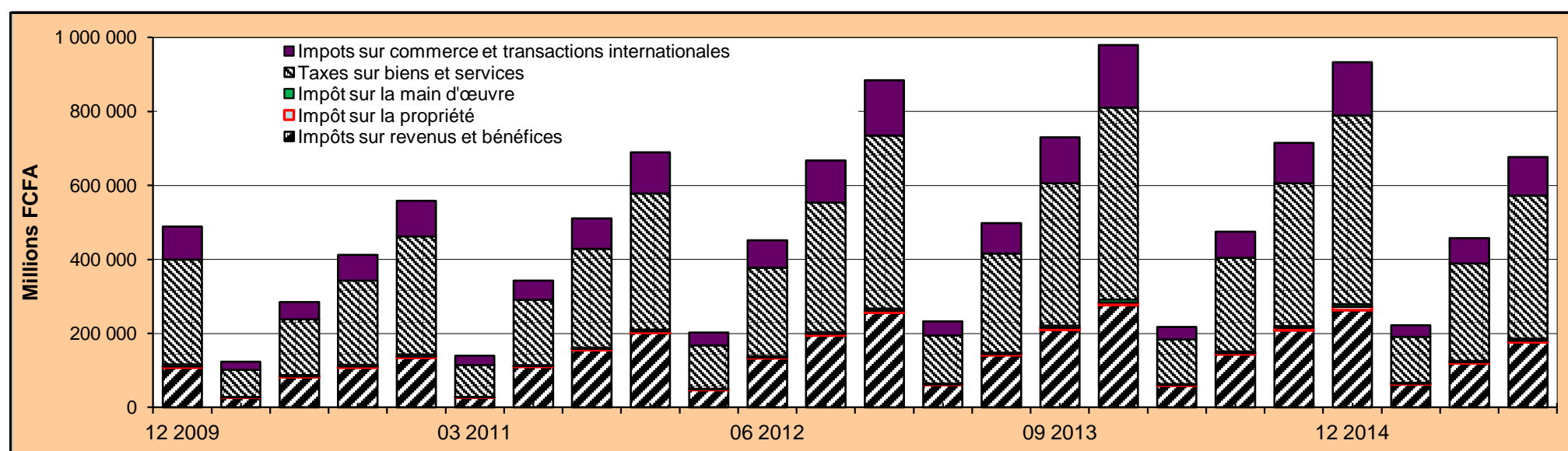
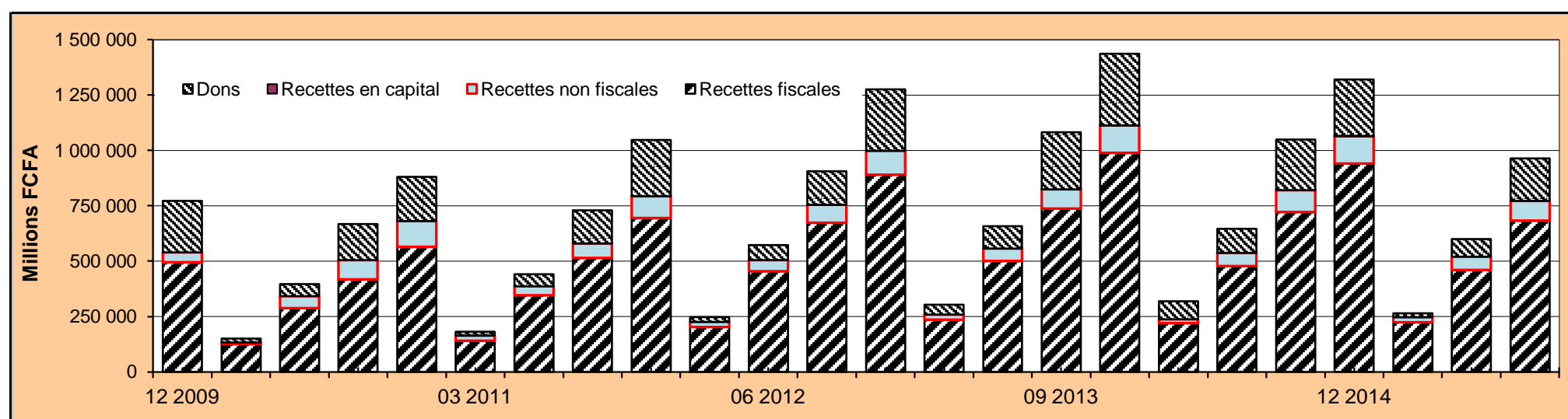
Sources :M.E.F. / I.N.S.D.

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin septembre 2015, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 33,6 milliards de FCFA, en amélioration de 47,2 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 428 887,5	1 050 155,8	1 321 150,3	263 647,0	600 418,8	964 139,3	67,5%	-8,2%
Recettes totales	1 145 111,3	820 651,1	1 064 703,5	246 876,2	520 934,4	772 633,8	67,5%	-5,9%
Recettes courantes	1 145 111,3	820 639,6	1 064 691,9	246 876,2	520 934,3	772 633,7	67,5%	-5,8%
Recettes fiscales	1 035 210,4	720 958,6	940 681,6	224 236,2	460 769,7	682 357,9	65,9%	-5,4%
Impôts sur revenus et bénéfiques	292 517,0	207 819,3	262 614,0	62 380,3	118 530,3	175 227,8	59,9%	-15,7%
Impôt sur la main d'œuvre	7 768,0	5 648,4	7 407,1	2 019,1	4 227,4	6 047,2	77,8%	7,1%
Taxes sur biens et services	555 020,3	385 764,0	509 613,9	124 284,8	262 424,9	385 831,9	69,5%	0,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	170 786,0	108 799,8	143 737,9	31 945,1	68 237,8	104 317,4	61,1%	-4,1%
Autres recettes fiscales	9 119,0	6 160,8	7 884,6	1 753,1	3 798,8	5 653,3	62,0%	-8,2%
Recettes non fiscales	109 900,9	99 681,0	124 010,3	22 640,0	60 164,6	90 275,8	82,1%	-9,4%
Recettes en capital	0,000	11,570	11,571	0,017	0,073	0,073		-99,4%
Dons	283 776,2	229 504,6	256 446,8	16 770,8	79 484,4	191 505,5	67,5%	-16,6%
Projets	224 254,5	131 694,9	157 510,4	12 687,5	54 829,7	76 116,2	33,9%	-42,2%
Programmes	59 521,6	97 809,7	98 936,4	4 083,3	24 654,7	115 389,3	193,9%	18,0%

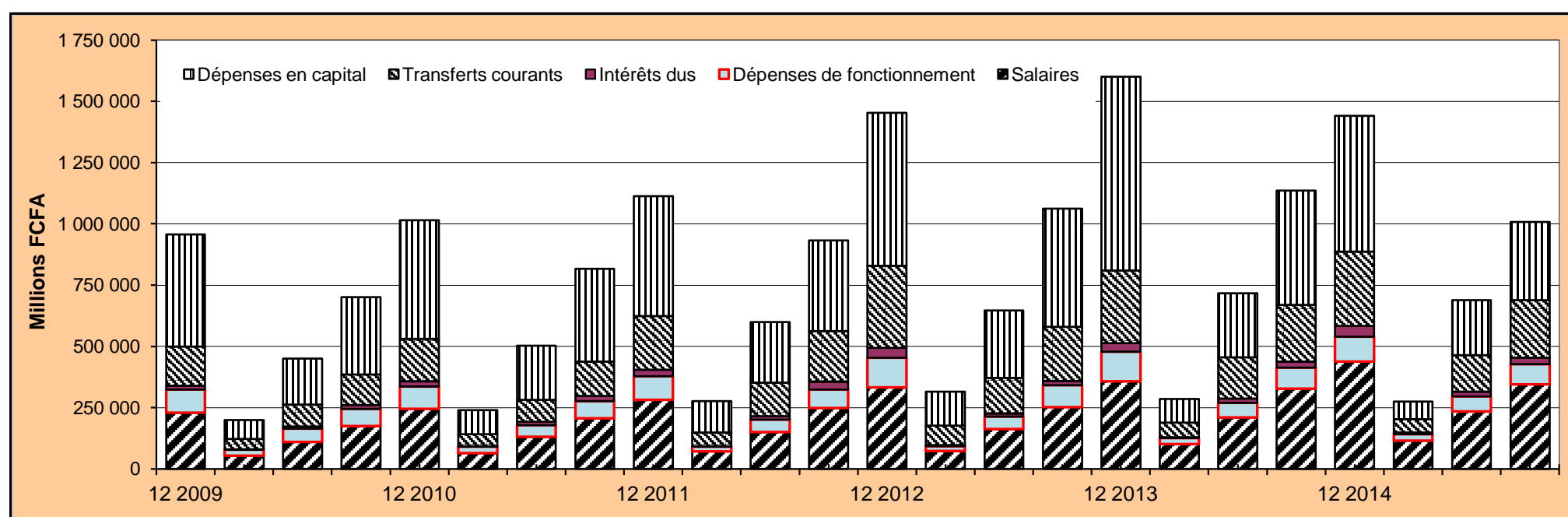
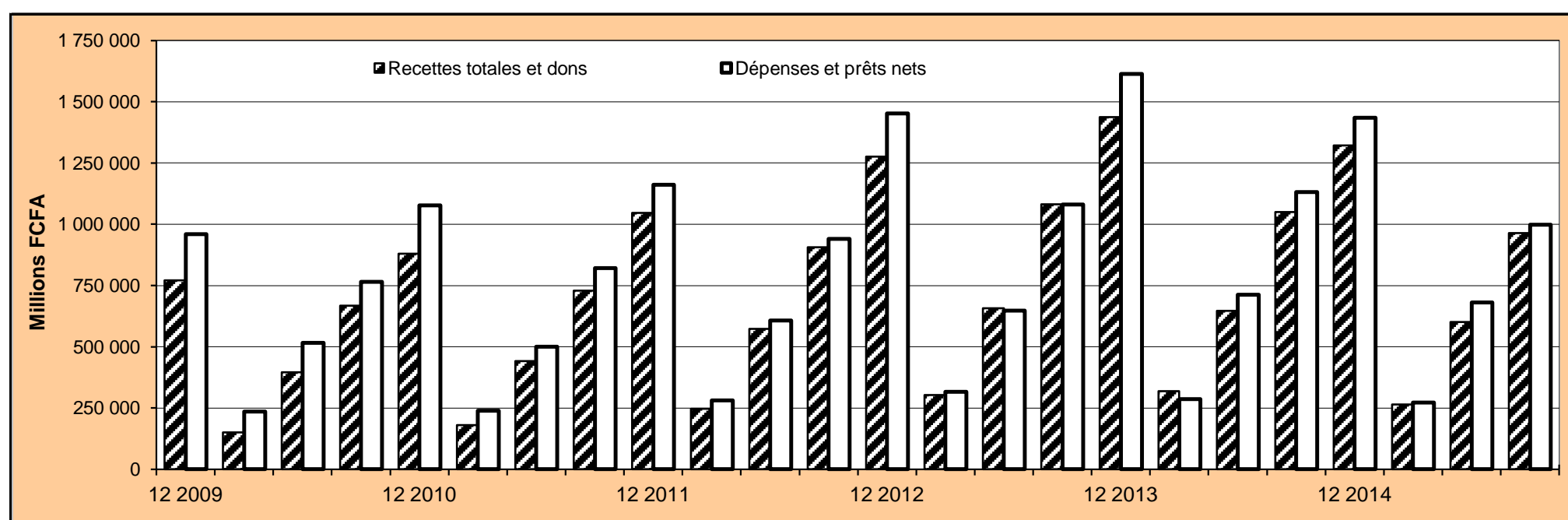


A fin septembre 2015, le TOFE affiche un niveau cumulé de réalisation des recettes et dons de 964,1 milliards de FCFA contre 1.050,2 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une contraction de 8,2%. Cette contraction s'explique par la baisse aussi bien des dons de 38,0 milliards de FCFA (-16,6%) que des recettes propres de 48,0 milliards de FCFA (-5,9%). Les recettes propres se sont établies à 772,6 milliards de FCFA en repli de 5,9% par rapport à fin septembre 2014 où elles se sont situées à 820,7 milliards de FCFA. Ce résultat se justifie par les contre-performances enregistrées au niveau de l'ensemble des régies de recettes. En effet, les recouvrements de la DGI, de la DGTCP et de la DGD se sont contractés respectivement de 9,0% (-36,5 milliards de FCFA), de 7,2% (-6,9 milliards de FCFA) et de 1,1% (-3,5 milliards de FCFA) pour la période sous revue. Le niveau de réalisation de la DGI a été particulièrement marqué par la baisse des recouvrements de l'impôt sur les Bénéfices industriels et commerciaux (BIC) de 24,1% entre fin septembre 2014 et fin septembre 2015. Cette baisse est la conséquence de la contre-performance des entreprises, notamment les entreprises minières, au cours de l'année 2014. Quant à la mobilisation des dons, elle s'est chiffrée à 191,5 milliards de FCFA à fin septembre 2015 contre un niveau de 229,5 milliards de FCFA enregistré à fin septembre 2014, soit une baisse de 38,0 milliards de FCFA. Cette baisse est due principalement à la contraction des dons projets de 55,6 milliards de FCFA, les dons programmes ayant accru de 17,6 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 676 621,1	1 130 958,7	1 434 627,1	272 520,4	680 355,5	997 694,4	59,5%	-11,8%
Dépenses	1 679 553	1 135 779,3	1 440 761,3	275 355,9	689 476,0	1 007 885,5	60,0%	-11,3%
Dépenses courantes	965 734	668 789,5	886 632,2	202 682,0	463 544,0	689 235,5	71,4%	3,1%
Salaires	469 215	327 537,8	437 287,4	115 319,2	233 685,3	345 568,9	73,6%	5,5%
Dépenses de fonctionnement	122 571	86 347,1	102 374,2	26 966,5	62 886,2	82 459,6	67,3%	-4,5%
Intérêts dus	39 777	24 059,5	44 011,2	6 048,6	19 256,3	25 579,7	64,3%	6,3%
Transferts courants	334 172	230 845,1	302 959,4	54 347,8	147 716,1	235 627,3	70,5%	2,1%
Dépenses en capital	713 818	466 989,9	554 129,1	72 673,8	225 932,0	318 650,1	44,6%	-31,8%
financées sur ressources propres	337 700	286 146,6	329 294,8	45 519,1	144 394,8	204 380,7	60,5%	-28,6%
Prêts nets	-2 932	-4 820,6	-6 134,1	-2 835,5	-9 120,5	-10 191,1	347,6%	111,4%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 997,7 milliards de FCFA à fin septembre 2015 contre 1.131,0 milliards de FCFA à la même période en 2014, traduisant une baisse de 11,8%. Cette baisse est due à la regression des dépenses en capital, les dépenses courantes ayant connu un accroissement.

En effet, les dépenses en capital ont connu un repli de 148,3 milliards de FCFA (-31,8%) par rapport à fin septembre 2014 pour se situer à 318,7 milliards de FCFA à fin septembre 2015. Cette chute est due principalement à la baisse des investissements réalisés sur ressources propres (-81,8 milliards de FCFA) et des investissements sur ressources extérieures (-65,2 milliards de FCFA). Cette baisse s'expliquerait principalement par le recentrage de l'Etat sur les projets en cours d'exécution au regard du contexte national marqué par une insuffisance de ressources.

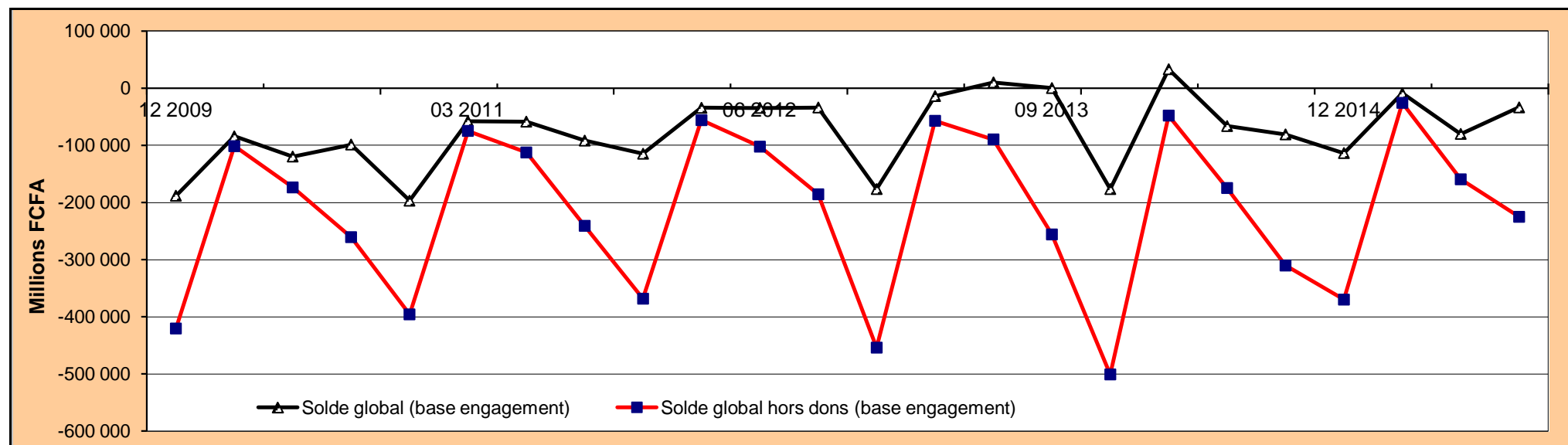
Les dépenses courantes ont connu une hausse de 20,4 milliards de FCFA (+3,1%), expliquée par la hausse des dépenses de personnel de 18,0 milliards de FCFA, des dépenses de transferts courants de 4,8 milliards de FCFA et des charges de la dette de 1,5 milliard de FCFA. Toutefois, il faut signaler au niveau des dépenses de transferts courants la baisse des subventions hydrocarbures (SONABEL) de 12,0 milliards de FCFA, celle des transferts aux EPE de 9,9 milliards de FCFA et celle des transferts au profit des collectivités de 6,0 milliards de FCFA. Concernant la baisse des transferts au profit des collectivités, elle s'expliquerait par la dissolution des conseils municipaux et régionaux.

Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement ont connu un repli de 3,9 milliards de FCFA au cours de la période.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2014	2015	2015	2015		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-247 733,6	-80 803,0	-113 476,9	-8 873,4	-79 936,8	-33 555,1	13,5%	-58,5%
Solde global hors dons (base engagement)	-531 510	-310 307,6	-369 923,7	-25 644,2	-159 421,1	-225 060,6	42,3%	-27,5%
Solde primaire	-491 733	-286 248,1	-325 912,5	-19 595,6	-140 164,8	-199 480,9	40,6%	-30,3%
Solde de base	-155 391	-135 084,2	-154 211,7	1 066,6	-78 329,0	-115 023,0	74,0%	-14,9%
Solde global (base caisse)	-247 733,6	-51 038,8	-37 485,9	-98 657,7	-94 986,4	-111 960,6	45,2%	119,4%
Solde global hors dons (base caisse)	-531 509,8	-280 543,4	-293 932,7	-115 428,5	-174 470,7	-303 466,1	57,1%	8,2%

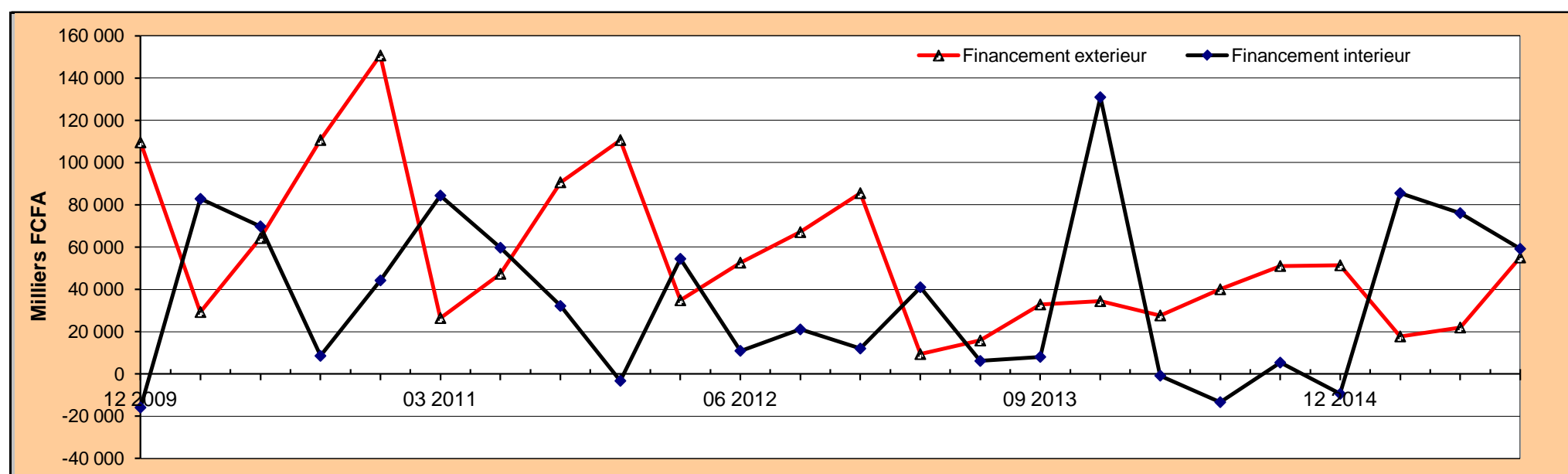


A fin septembre 2015, le solde global (base engagement) des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire à 33,6 milliards de FCFA contre un déficit de 80,8 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une amélioration de 47,2 milliards de FCFA.

Quant au solde global (base caisse), il s'est établi à -112,0 milliards de FCFA à fin septembre 2015 contre -51,0 milliards de FCFA une année auparavant, soit une aggravation de 60,9 milliards de FCFA.

Ce déficit a été couvert par un financement extérieur net de 55,1 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 59,2 milliards de FCFA. La valeur positive du financement intérieur est portée aussi bien par l'émission des obligations et bons du Trésor que par le dégonflement des dépôts du Trésor en Compte courant postal.

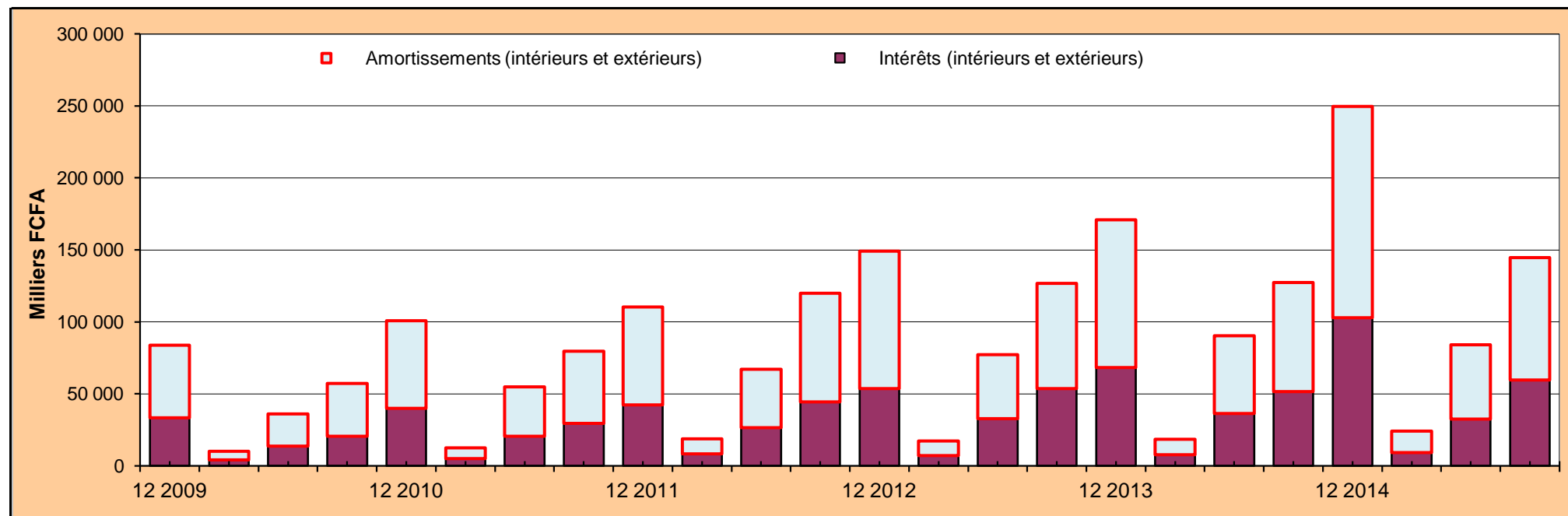
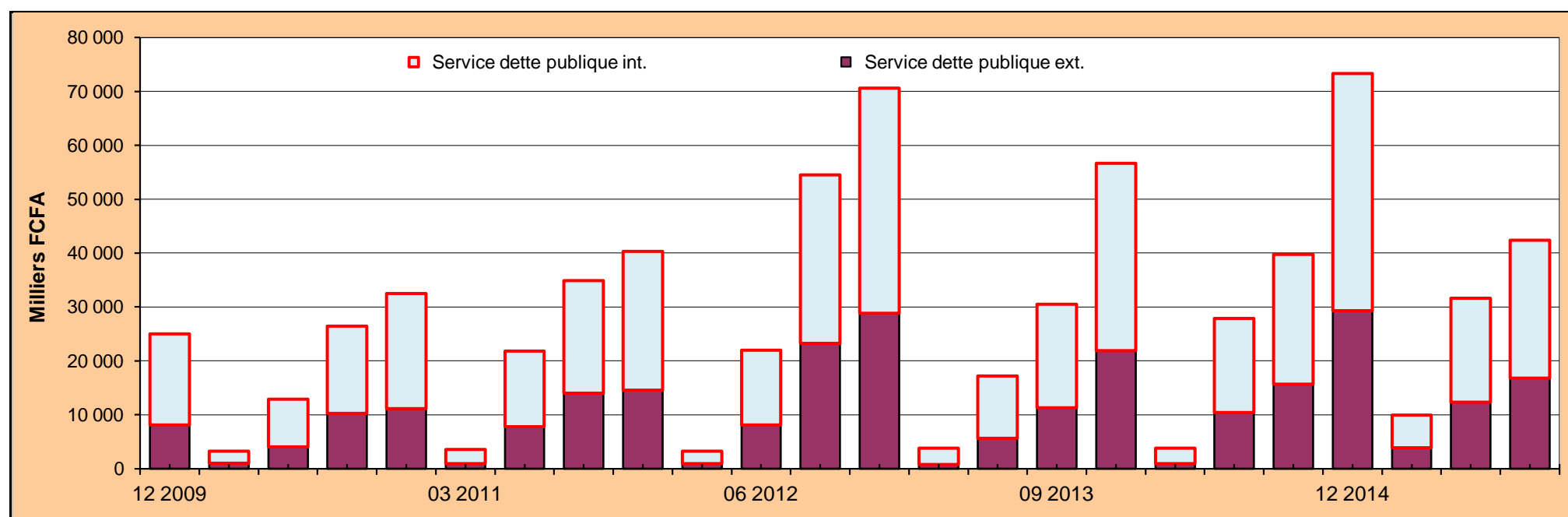
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2014	2015	2015	2015		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	119 989,6	56 416,6	41 975,9	103 273,8	98 065,5	114 301,5	95,3%	102,6%
Financement extérieur	148 307,3	51 061,6	51 414,5	17 743,5	21 981,5	55 103,2	37,2%	7,9%
Décassements extérieurs	184 551,4	67 548,1	82 221,1	22 529,4	34 768,4	71 924,8	39,0%	6,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-36 244,1	-16 486,4	-30 806,6	-4 785,9	-12 786,9	-16 821,6	46,4%	2,0%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-28 317,6	5 355,0	-9 438,6	85 530,3	76 084,0	59 198,2	-209,1%	1005,5%
Financement bancaire	-3 077,1	-4 528,3	-21 250,9	66 014,0	26 232,8	-19 689,6	639,9%	334,8%
Secteur non bancaire	-25 240,5	9 883,3	11 812,3	19 516,3	49 851,1	78 887,8	-312,5%	698,2%
Gap de financement	-127 744,0	-5 377,8	-4 490,0	-4 616,2	-3 079,1	-2 340,9	1,8%	-56,5%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2014	2015	2015	2015		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	70 130,0	75 665,8	146 872,0	15 078,6	51 636,7	85 076,5	121,3%	12,4%
Amortissements (int. et ext.)	50 100	51 606,3	102 860,8	9 030,0	32 380,4	59 496,8	118,8%	15,3%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	24 059,5	44 011,2	6 048,6	19 256,3	25 579,7	127,7%	6,3%
Service dette publique int.	40 525,4	50 787,9	101 366,2	8 154,2	31 946,1	59 512,2	146,9%	17,2%
Amortissements	28 868	35 119,9	72 054,2	4 244,1	19 593,6	42 675,2	147,8%	21,5%
Intérêts	11 657	15 668,1	29 312,0	3 910,0	12 352,5	16 837,0	144,4%	7,5%
Service dette publique ext.	29 604,6	24 877,8	45 505,8	6 924,4	19 690,7	25 564,3	86,4%	2,8%
Amortissements	21 232	16 486,4	30 806,6	4 785,9	12 786,9	16 821,6	79,2%	2,0%
Intérêts	8 373	8 391,4	14 699,2	2 138,6	6 903,8	8 742,7	104,4%	4,2%
Service dette ext./recettes totales	2,6%	3,0%	4,3%	2,8%	3,8%	3,3%	128,0%	9,1%

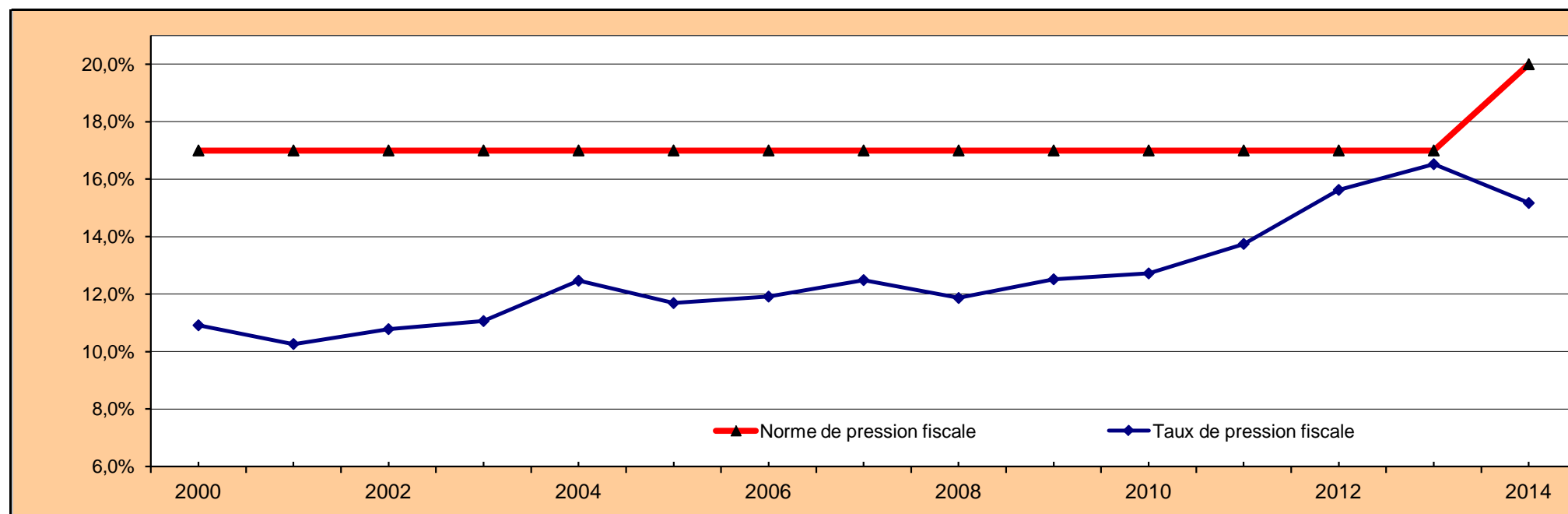


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est évalué à 3,3% au 30 septembre 2015 contre 3,0 % à fin septembre 2015.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	\geq	-3%	-4,4%	-2,3%	-3,1%	-3,5%	-2,4%
Taux d'inflation	\leq	3%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%	-0,3%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	\leq	70%	29,8%	28,8%	28,9%	27,7%	30,0%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	\leq	35%	43,5%	40,5%	37,3%	36,2%	46,5%
Taux de pression fiscale	\geq	20%	12,7%	13,7%	15,6%	16,5%	15,2%



En 2014, sur un ensemble des cinq (5) critères de convergence de l'UEMOA, le Burkina Faso a respecté tous les trois (3) critères de premiers rang; à savoir le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal), le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal.

Quant aux critères de second rang, ils n'ont pas été respectés en 2014. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,2% en 2014 contre 16,5% en 2013, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum.

Sources : M.E.F.

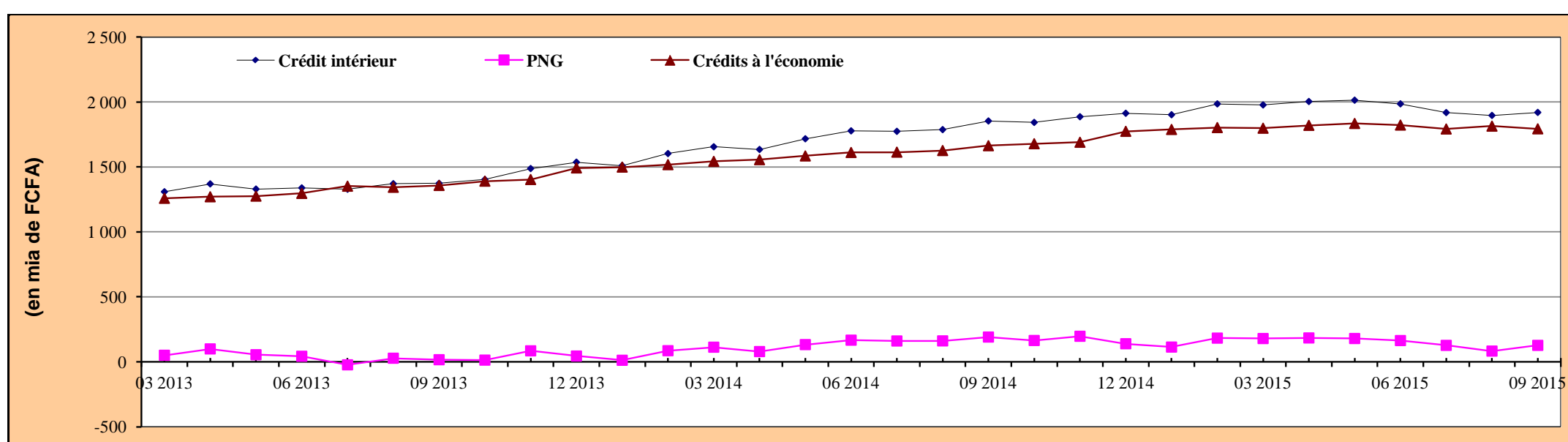
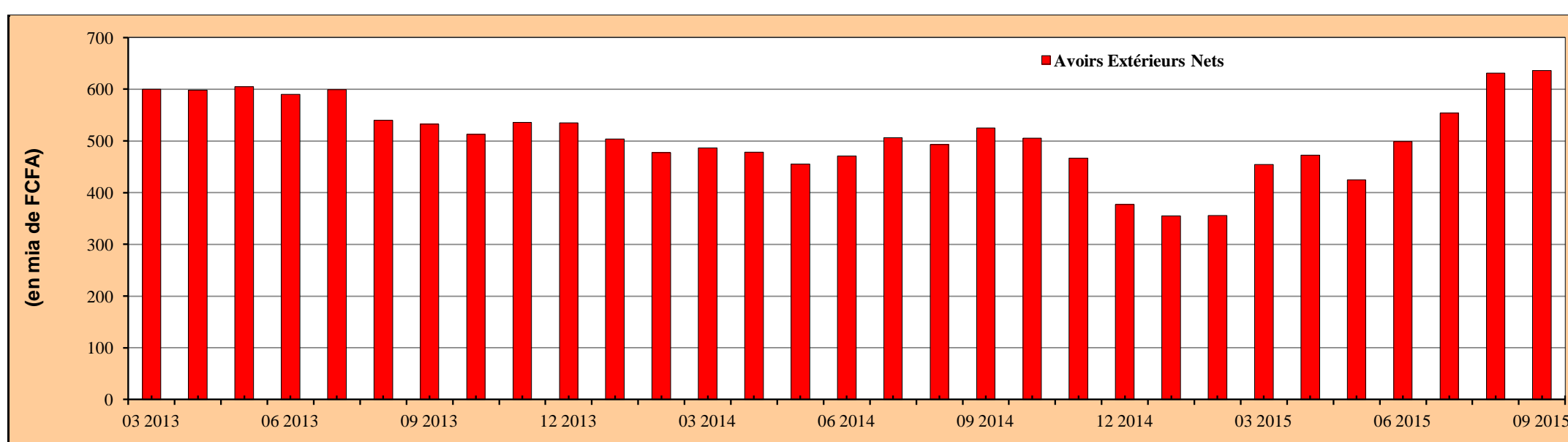
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

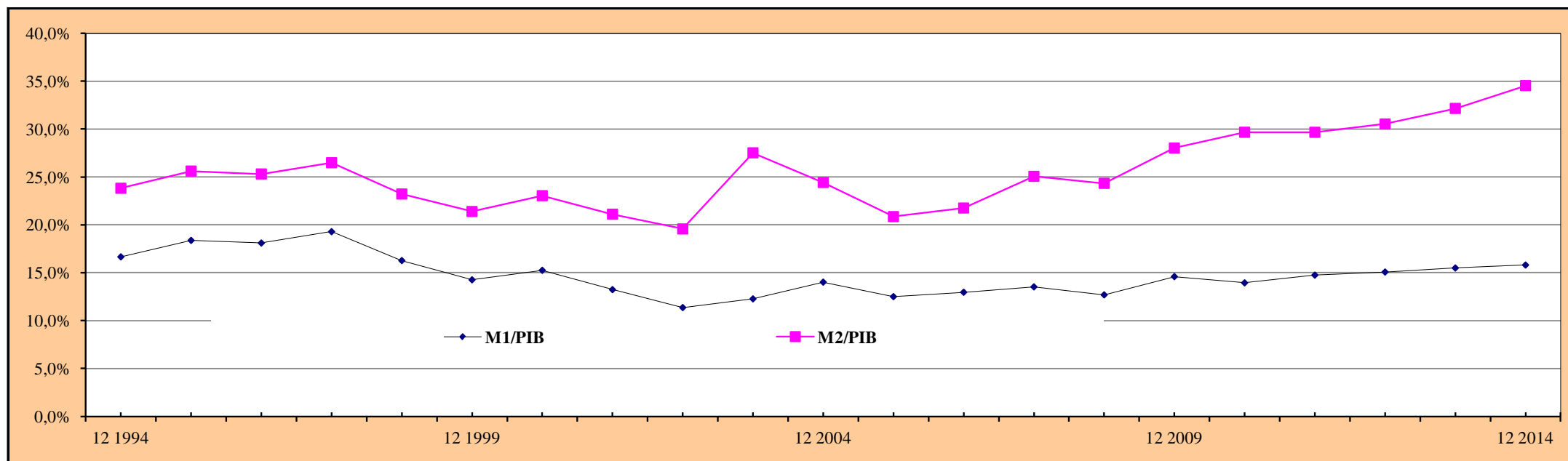
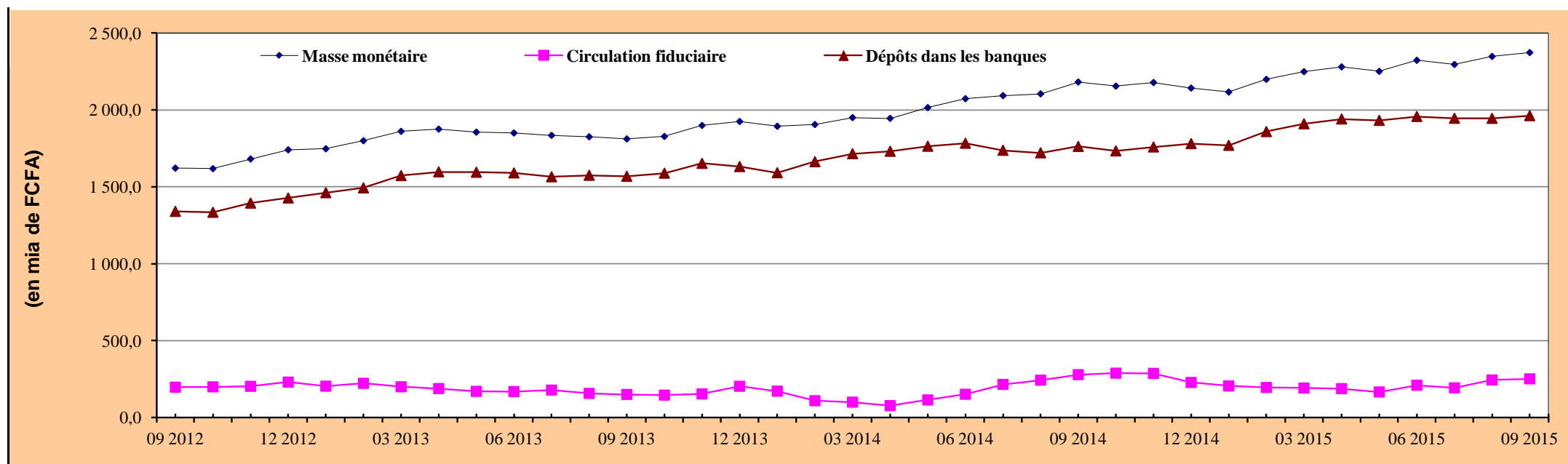
Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un accroissement de 137,5 milliards de FCFA des Avoirs Extérieurs Nets (+27,6%) qui sont passés de 498,9 milliards de FCFA à fin juin 2015 à 636,4 milliards de FCFA à fin septembre 2015. Cette hausse est imputable aussi bien aux banques de dépôts (+80,5 milliards de FCFA) qu'à la Banque Centrale dont les AEN ont progressé de 57,0 milliards de FCFA.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	525,1	377,1	454,4	498,9	636,4	137,5	27,6%	111,3	21,2%	
BCEAO	-15,2	-127,8	-129,3	-63,9	-6,8	57,0	-89,3%	8,4	-55,1%	
Banques	540,3	504,9	583,8	562,8	643,3	80,5	14,3%	102,9	19,1%	
Crédit intérieur	1 853,6	1 912,8	1 976,9	1 985,4	1 919,4	-66,0	-3,3%	65,8	3,5%	
PNG	190,5	139,0	179,0	163,4	126,4	-37,0	-22,7%	-64,1	-33,7%	
Crédits à l'économie	1 663,1	1 773,8	1 797,9	1 822,0	1 793,0	-29,0	-1,6%	129,9	7,8%	
dont crédits à court terme	932,4	969,8	1 013,4	961,1	941,2	-19,9	-2,1%	8,7	0,9%	
dont crédits de campagne	57,7	54,2	50,7	70,2	34,0	-36,3	-51,7%	-23,8	-41,2%	
dont crédits à moyen et long terme	673,0	749,8	733,8	790,7	817,9	27,2	3,4%	144,9	21,5%	
Masse monétaire	2 181,1	2 141,8	2 248,4	2 322,2	2 372,6	50,4	2,2%	191,5	8,8%	
Circulation fiduciaire	278,7	227,9	191,5	209,9	251,6	41,7	19,9%	-27,1	-9,7%	
Dépôts dans les banques	1 762,2	1 780,6	1 909,5	1 957,0	1 962,1	5,1	0,3%	199,9	11,3%	
dont dépôts à vue	801,2	809,2	883,7	883,0	873,4	-9,6	-1,1%	72,2	9,0%	
dont dépôts à terme	619,2	620,0	653,3	678,2	689,0	10,7	1,6%	69,8	11,3%	
Autres Postes Nets	197,6	148,2	182,9	162,2	183,2	21,0	13,0%	-14,4	-7,3%	

AGREGATS MONETAIRES	Dec.10	Dec.11	Dec.12	Dec.13	Dec.14
	Est.		Est.		
M1/PIB	13,9%	14,7%	15,1%	15,5%	15,8%
M2/PIB	29,7%	29,7%	30,5%	32,2%	34,5%



La hausse des AEN des banques commerciales à fin septembre 2015 est imprimée par la hausse de leurs avoirs extérieurs bruts (+67,1 milliards de FCFA, soit +7,4%), accentuée par la baisse de leurs engagements extérieurs (-15,0 milliards de FCFA, soit -5,1%). Quant à l'augmentation des AEN de la Banque Centrale, elle est en lien avec la croissance plus importante des avoirs extérieurs bruts (+73,3 milliards de FCFA) par rapport à celle de ses engagements vis-à-vis des non résidents (+16,3 milliards de FCFA).



Le crédit intérieur est ressorti à 1.919,4 milliards de FCFA à fin septembre 2015, en repli de 66,0 milliards de FCFA par rapport à fin juin 2015.

A fin septembre 2015, la PNG s'est située à +126,4 milliards de FCFA contre +163,4 milliards de FCFA à fin juin 2015. L'amélioration de la PNG en glissement trimestriel (-37,0 milliards FCFA) s'expliquerait par un accroissement des créances de l'Etat (+68,9 milliards de FCFA, soit +20,0%) plus que proportionnelle à celui de ses engagements (+31,9 milliards de FCFA, soit +6,3%).

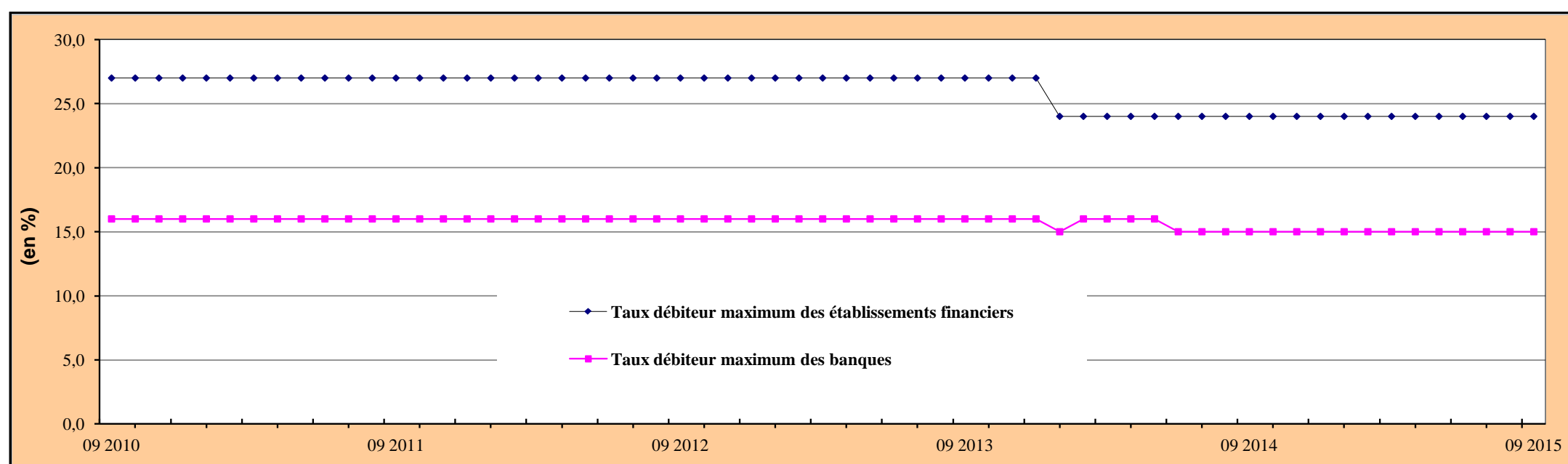
Les crédits à l'économie, en s'établissant à 1.793,0 milliards de FCFA à fin septembre 2015 ont enregistré une contraction de 29,0 milliards de FCFA (-1,6%) en variation trimestrielle. Ce repli est exclusivement imputable aux crédits de campagne (-36,3 milliards de FCFA), les crédits ordinaires ayant connu une hausse de 7,3 milliards de FCFA.

La masse monétaire, en s'établissant à 2.372,6 milliards de FCFA à fin septembre 2015, s'est accrue de 50,4 milliards de FCFA (+2,2%) par rapport à son niveau à fin juin 2015. Cette expansion est en ligne avec la circulation fiduciaire (+41,7 milliards de FCFA, soit +19,9%) et les dépôts en banques et CCP/CNE (+8,7 milliards de FCFA, soit +0,4%).

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	17,5	17,5	17,5	17,5	17,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% depuis le début du premier semestre de 2015.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% depuis le début de l'année 2015.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé, au titre de l'année 2014, à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

Sources : B.C.E.A.O.

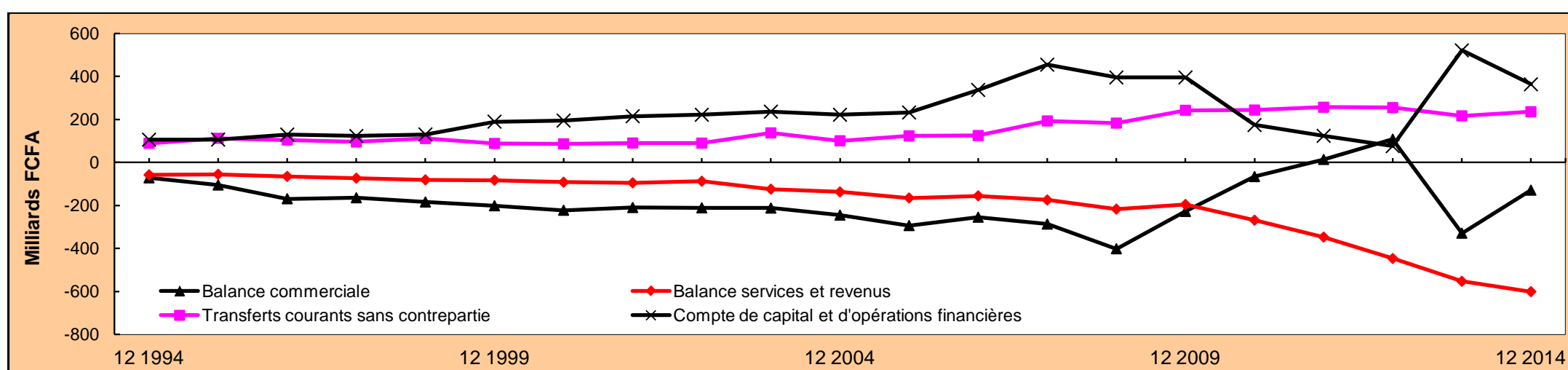
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

A fin décembre 2014, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 132,9 milliards de FCFA, contre un déficit de 147,0 milliards de FCFA enregistré en 2013, soit une atténuation de 14,1 milliards de FCFA.

Les comptes extérieurs du Burkina Faso en 2014 refléteraient le repli des cours mondiaux de l'or, dont les effets négatifs seraient toutefois atténués par la hausse des quantités exportées d'or ainsi que la progression des prix et des quantités de coton. Le repli de la valeur des importations traduirait, d'une part, l'atténuation des factures pétrolières et alimentaires et, d'autre part, le recul des investissements, notamment dans les secteurs des mines et des BTP.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	Dec 2010	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Var. Wednesday	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./Tuesday	Var./Sunday
Exportations de biens FOB	788,0	1 132,0	1 464,3	1 315,3	1 362,3	3,6%	-7,0%
Importations de biens FOB	853,6	1 117,8	1 355,8	1 644,2	1 490,9	-9,3%	10,0%
Balance commerciale	-65,6	14,2	108,5	-328,8	-128,6	-60,9%	-218,5%
Services	-265,1	-343,1	-407,6	-459,4	-423,2	-7,9%	3,8%
Revenus	-3,2	-3,7	-39,1	-93,3	-177,5	90,4%	354,5%
Balance des services et revenus	-268,3	-346,8	-446,6	-552,7	-600,7	8,7%	34,5%
Transferts courants sans contrepartie	244,0	257,0	255,3	216,9	236,1	8,8%	-7,5%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-89,9	-75,6	-82,9	-664,6	-493,2	-25,8%	495,2%
Transferts en capital	98,9	91,1	137,8	238,4	200,2	-16,0%	45,3%
Opérations financières	75,5	32,9	-61,7	282,9	163,5	-42,2%	-365,0%
Comptes de capital et d'opérations financières	174,3	124,0	76,1	521,3	363,7	-30,2%	378,0%
Erreurs et omissions	1,5	-4,3	3,4	-3,8	-3,4	-11,6%	-198,6%
Solde global	86,0	44,1	-3,4	-147,0	-132,9	-9,6%	3841,4%



Au niveau des opérations courantes, le déficit de la balance des transactions courantes au titre de l'année 2014 se réduirait de 171,3 milliards de FCFA entre 2013 et 2014. Rapporté au PIB, la balance des transactions courantes passerait de -11,1% du PIB en 2013 à -8,0% en 2014. En effet, la balance commerciale ressortirait déficitaire de 128,6 milliards en 2014, après un déficit de 328,8 milliards de FCFA en 2013, soit une amélioration de 200,2 milliards de FCFA, provenant des effets combinés du repli de la valeur des importations et du léger accroissement des exportations. Les exportations devraient s'établir à 1.362,3 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 3,6% par rapport à 2013. Cette évolution des exportations est imputable à la hausse des recettes d'exportation de coton de 10,1%. Quant aux exportations d'or, elles s'établiraient à 36.283 Kg, soit un accroissement de 8,3% par rapport à 2013. Toutefois, avec l'évolution à la baisse des cours mondiaux de l'or (-10,4%) en moyenne annuelle entre 2013 et 2014, les recettes d'exportation seront en baisse de 3,0% comparativement à 2013. Les importations ressortiraient à 1.490,9 milliards de FCFA, contre 1.644,2 milliards de FCFA une année plus tôt, soit un repli de 9,3%. Cette baisse est imputable principalement au recul des importations des biens d'équipement (-16,1%) et intermédiaires (-9,3%). Les importations de produits pétroliers devraient s'établir à 451,4 milliards de FCFA en 2014 contre 468,0 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 3,6%. Cette atténuation serait expliquée notamment par la baisse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste se situerait à 423,2 milliards de FCFA en 2014 après un déficit de 459,4 milliards de FCFA en 2013, soit une détérioration de 7,9%, imputable pour l'essentiel aux services financiers et d'information, la valeur du fret reculant de 14,2% en liaison avec la diminution des importations.

Le solde déficitaire du compte du revenu primaire ressortirait à -177,5 milliards de FCFA contre -93,3 milliards de FCFA en 2013, soit une détérioration de 90,4% imputable à la hausse de 117,1% des paiements nets aux non-résidents au titre de la rémunération des investissements opérés notamment par les sociétés minières et de télécommunication. Quant au solde du revenu secondaire, il s'établirait à 236,1 milliards de FCFA contre 216,9 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 8,8%, imputable à un repli des transferts de l'Administration publique (12,7%), ceux du secteur privé étant prévu en augmentation.

Au titre du compte de capital, le solde excédentaire se contracterait pour ressortir à 200,2 milliards de FCFA contre 238,4 milliards de FCFA en 2013, soit une baisse de 16,0%, en liaison avec le repli de 10,8% des transferts en capital au profit de l'Administration publique (+37,2%). Quant au compte financier, il enregistrerait des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA après des entrées nettes de 282,9 milliards de FCFA un an auparavant, soit une détérioration de 42,2%, en liaison avec celle de ses composantes. Le solde des investissements directs s'établirait à -141,6 milliards de FCFA contre -213,4 milliards de FCFA en 2013, soit une détérioration de 71,8 milliards de FCFA.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
TOTAL	410 631,2	414 663,3	386 567,5	445 161,3	423 922,4	-4,8%	3,2%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 437,9	5 239,5	4 751,9	4 811,0	4 262,4	-11,4%	-4,0%
Produits du règne végétal	26 127,4	24 645,3	21 315,8	27 116,0	23 341,6	-13,9%	-10,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 799,7	4 498,3	4 485,1	4 518,6	3 204,2	-29,1%	-15,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	25 148,7	26 656,3	23 719,9	30 092,5	22 359,4	-25,7%	-11,1%
Produits minéraux	132 606,9	129 592,0	119 196,9	125 081,6	136 238,8	8,9%	2,7%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	48 513,7	42 448,1	64 009,4	81 372,2	51 888,9	-36,2%	7,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	15 172,3	18 969,7	10 953,4	12 825,8	13 930,4	8,6%	-8,2%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	439,5	155,9	121,6	329,5	343,7	4,3%	-21,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 172,9	905,6	1 225,2	1 446,3	1 013,3	-29,9%	-13,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 317,7	7 112,2	5 091,2	5 798,0	7 086,3	22,2%	-3,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 106,5	8 607,0	6 610,5	5 409,8	5 273,5	-2,5%	-13,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 977,9	1 611,9	914,0	1 116,5	1 181,6	5,8%	-40,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 833,6	3 788,7	4 086,7	3 259,1	3 109,7	-4,6%	-35,7%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préci.	122,2	72,8	103,7	113,4	90,6	-20,1%	-25,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	30 697,1	30 591,6	24 264,3	27 807,9	26 712,2	-3,9%	-13,0%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	59 101,9	63 433,1	52 710,1	59 093,2	78 296,8	32,5%	32,5%
Matériel de transport	34 661,7	36 834,3	34 567,7	46 346,3	36 596,5	-21,0%	5,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	3 161,4	4 011,2	5 188,5	5 315,8	3 094,7	-41,8%	-2,1%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	247,4	826,2	521,7	148,6	952,0	540,6%	284,7%

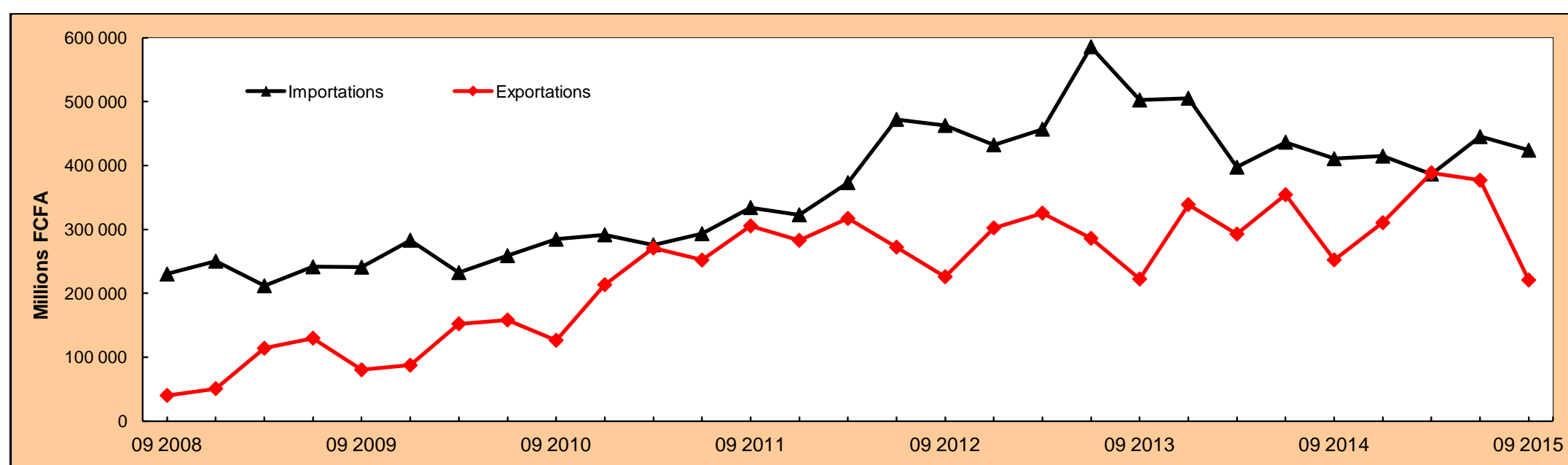
En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 4,8% (-21,2 milliards de FCFA) au troisième trimestre 2015.

Cette baisse est imputable pour l'essentiel à la baisse des importations des «produits des industries chimiques ou des industries connexes» de 29,5 milliards de FCFA, aux baisses des importations de «matériels de transport» de 9,8 milliards de FCFA et des «produits des industries alimentaires, boissons, alcool» de 7,7 milliards de FCFA.

Comparativement au troisième trimestre de 2014, les importations ont enregistré une hausse de 13,3 milliards de FCFA. La hausse des importations de «machines et appareils, matériels électriques et leurs parties» de 19,2 milliards de FCFA, de la facture pétrolière de 3,6 milliards de FCFA et des «produits des industries chimiques ou des industries connexes» de 3,4 milliards de FCFA a largement compensé la baisse enregistrée sur les importations des autres produits.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
TOTAL	252 324,1	310 483,0	388 626,4	376 891,2	220 803,8	-41,4%	-12,5%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 801,0	931,9	1 089,2	1 505,7	1 110,0	-26,3%	-38,4%
Produits du règne végétal	17 100,0	40 883,9	71 618,7	75 484,4	22 721,1	-69,9%	32,9%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	9 065,2	38 286,0	59 192,7	31 400,9	12 289,8	-60,9%	35,6%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 675,3	2 049,0	962,0	2 341,2	1 243,3	-46,9%	-25,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 499,3	1 473,3	2 325,7	2 300,6	1 306,3	-43,2%	-12,9%
Produits minéraux	69,7	1 719,3	409,2	455,9	2 351,7	415,8%	3273,1%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	624,8	1 963,7	260,7	933,9	704,3	-24,6%	12,7%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	284,7	1 480,1	421,3	326,6	160,5	-50,9%	-43,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	379,6	105,4	4,3	22,1	110,8	401,7%	-70,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	6,3	3,5	5,7	44,3	3,5	-92,0%	-43,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	18,6	84,7	16,0	751,3	9,0	-98,8%	-51,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 087,5	62 596,2	74 052,4	75 201,6	1 039,6	-98,6%	-87,1%
dont coton fibre	7 516,5	61 246,4	66 221,5	74 385,9	113,4	-99,8%	-98,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	29,1	23,6	35,7	32,3	17,6	-45,5%	-39,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	267,0	94,7	80,8	124,6	75,0	-39,8%	-71,9%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	202 764,4	178 285,5	211 460,9	199 793,6	173 459,7	-13,2%	-14,5%
dont or	202 764,4	178 285,5	211 448,4	199 482,5	173 195,8	-13,2%	-14,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	9 154,7	12 329,2	10 840,7	10 797,1	6 978,8	-35,4%	-23,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	5 062,6	2 754,0	7 516,3	3 041,6	5 255,8	72,8%	3,8%
Matériel de transport	2 684,1	3 169,3	6 336,7	3 228,3	3 517,6	9,0%	31,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	139,4	323,4	134,5	158,0	57,4	-63,7%	-58,8%
Marchandises et produits divers	647,3	164,5	88,8	264,4	617,6	133,6%	-4,6%



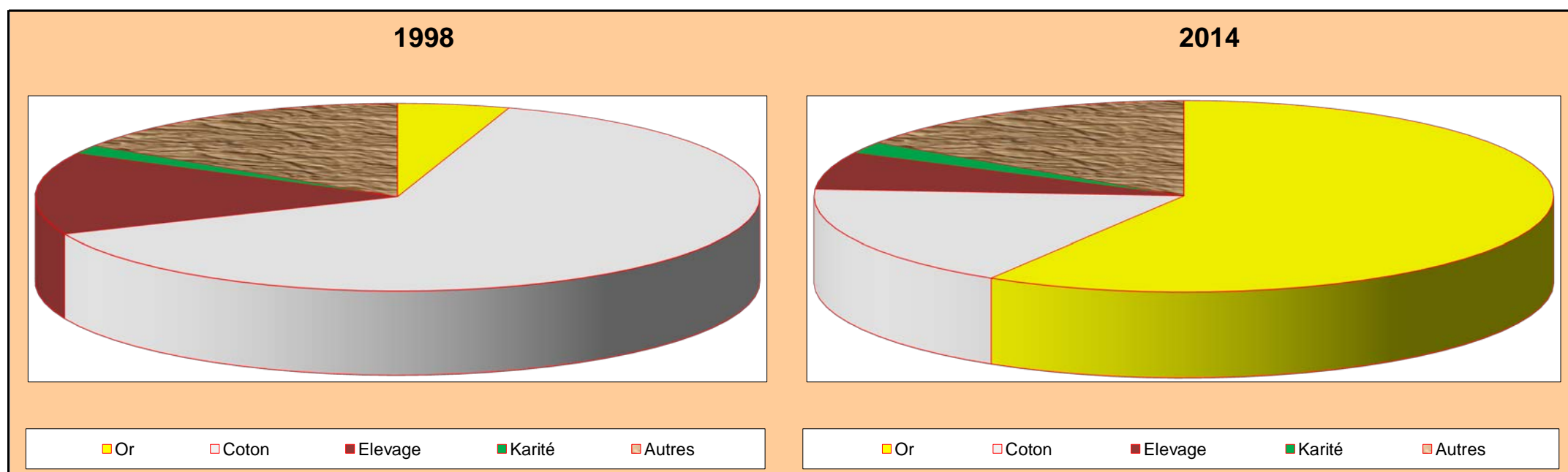
Au troisième trimestre 2015, les exportations se sont situées à 220,8 milliards de FCFA contre 376,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2015, soit une baisse importante de 41,4% en glissement trimestriel.

Cette baisse est principalement imputable aux exportations du coton-fibre, des produits du règne végétal, et de l'or non monétaire. En effet, les exportations de coton-fibre ont baissé de 74,3 milliards de FCFA, les produits du règne végétal de 52,8 milliards de FCFA et celles de l'or non monétaire de 26,3 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance est également à la baisse. En effet, les exportations enregistrent une baisse de 12,5% valorisée à 31,5 milliards de FCFA. Cette baisse est imputable principalement à la baisse des exportations de l'Or non monétaire de 29,6 milliards de FCFA et de coton-fibre de 7,4 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1998	2011	2012	2013	2014
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	5,0%	75,3%	79,4%	62,7%	58,7%
Part du coton dans total	63,5%	11,5%	11,4%	16,4%	17,4%
Part des produits de l'élevage dans total	14,2%	6,3%	5,4%	6,3%	6,3%
Part du karité dans total	1,6%	2,0%	1,7%	2,0%	2,0%
Part des autres produits dans total	15,8%	4,9%	2,2%	12,7%	15,6%

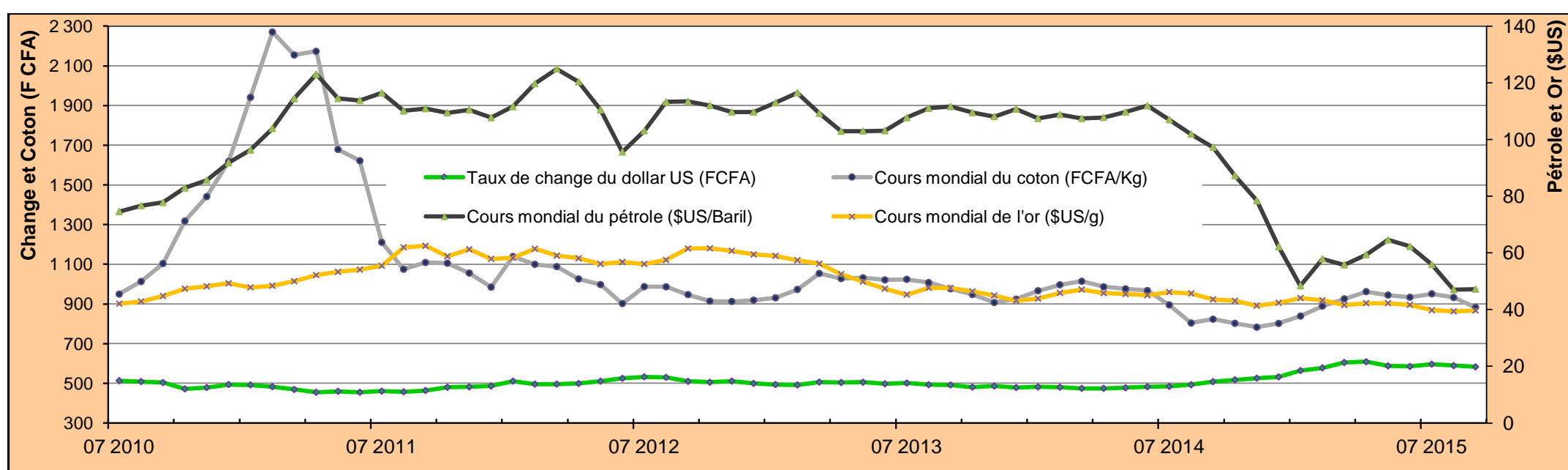


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (63,5%) et celles de produits de l'élevage (14,2%) en 1998, il ressort une prédominance de l'or avec 62,7% de la part des exportations en 2013. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 33,5 tonnes en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	495,2	525,3	582,4	593,8	589,5	-0,7%	19,0%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	102,1	76,0	54,0	62,1	50,0	-19,4%	-51,0%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 699,4	1 514,8	1 518,3	1 594,7	1 563,9	-1,9%	-8,0%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	45,2	42,3	43,0	42,1	39,6	-5,9%	-12,3%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	50,5	39,8	31,5	36,9	29,5	-19,9%	-41,6%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	840,7	795,6	884,6	946,9	922,1	-2,6%	9,7%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,4	22,2	25,0	25,0	23,4	-6,5%	4,5%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,017	0,020	0,028	0,026	0,031	22,3%	88,9%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, la monnaie américaine s'est légèrement dépréciée vis-à-vis des autres monnaies, notamment le FCFA au troisième trimestre 2015. Le Franc CFA s'est repris face au dollar US, ressortant en hausse de 0,7% au troisième trimestre après avoir cédé 2,0% de sa valeur au deuxième trimestre 2015. En moyenne, le franc CFA s'est échangé à 589,5 francs pour un dollar au troisième trimestre 2015 contre 593,8 francs au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2014, le franc CFA s'est déprécié de 19,0% vis à vis du dollar américain. Le niveau relativement élevé de la monnaie américaine reste tributaire de la bonne orientation de l'économie américaine depuis l'entame de cette année et des effets de la politique monétaire accommodante de la réserve fédérale américaine (Banque centrale).

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton s'est replié au troisième trimestre 2015 après une hausse (+5,0%) observée au trimestre précédent. En rythme trimestriel, le coton a perdu 1,9% de sa valeur au troisième trimestre 2015. En moyenne, le coton s'est échangé à 1.563,9 dollars la tonne au troisième trimestre contre 1 594,7 dollars un trimestre plus tôt. Converti en franc CFA, le prix du coton-fibre est en baisse de 2,6%, ressortant à 922,1 FCFA le kilogramme au troisième trimestre 2015 contre 946,9 FCFA le kilogramme un trimestre auparavant. Le cours du coton reste influencé par une demande mondiale faible, notamment celle de la Chine.

Le cours de l'or a connu de nouveau une baisse au troisième trimestre 2015. Après un recul de 2,1% au deuxième trimestre 2015, l'or a perdu 5,9% de sa valeur au troisième trimestre. En moyenne, le gramme d'or s'est situé à 39,6 dollars au troisième trimestre 2015 contre 42,1 dollars un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le cours de l'or a reculé de 12,3% au troisième trimestre 2015 contre -7,4% au deuxième trimestre. Exprimé en franc FCFA, l'or s'est échangé en moyenne à 23 365 francs le gramme, en baisse de 6,5% en rythme trimestriel et en hausse de 4,5% en glissement annuel. Le cours de l'or reste influencé par la confiance des investisseurs pour les marchés et le raffermissement du dollar.

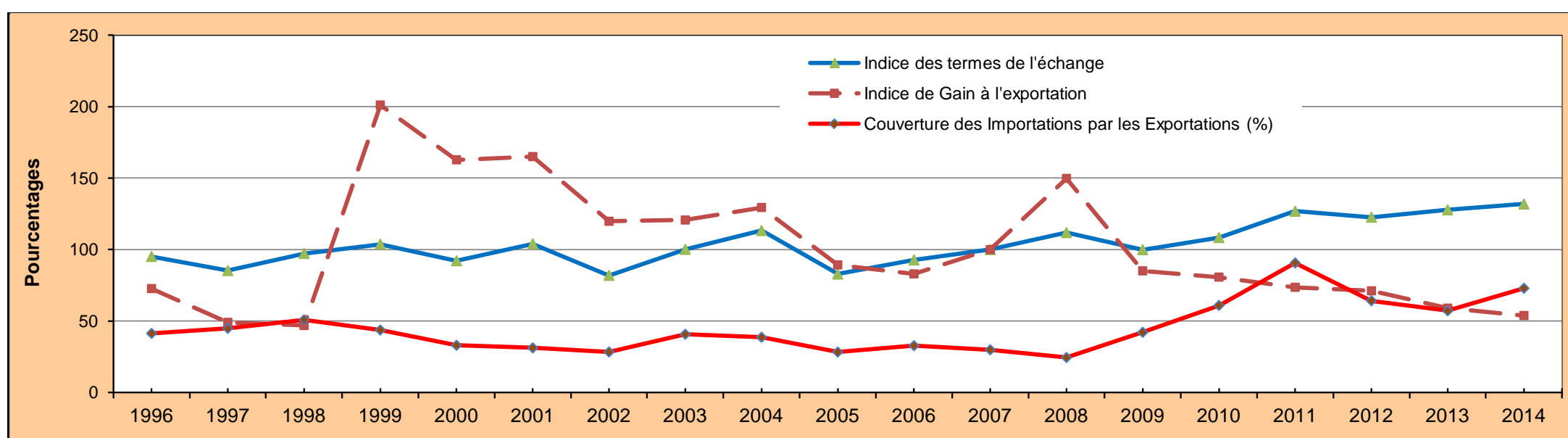
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, les cours ont renoué avec la baisse au troisième trimestre 2015 après un redressement observé un trimestre plus tôt. Le cours du Brent s'est replié de 19,4% en rythme trimestriel au troisième trimestre 2015, ressortant à 50 dollars contre 62,1 dollars un trimestre auparavant. En glissement annuel, le baril du pétrole a perdu plus de la moitié de sa valeur (-51,0% au troisième trimestre 2015 contre -43,4% au deuxième trimestre). Exprimé en franc FCFA, le prix de l'or noir est en baisse de 19,9% et 41,6% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. La baisse des cours du pétrole est expliquée principalement par une offre mondiale abondante.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	Var. Wednesday	
						Var./Tuesday	ar./Sunday
Indice prix à l'exportation	130,5	150,2	156,9	159,7	148,7	-6,9%	-5,2%
Indice prix à l'importation	120,4	118,5	128,0	124,1	112,8	-9,1%	-11,9%
Indice des termes de l'échange	108,4	126,8	122,6	127,8	131,8	3,2%	7,5%
Indice de gain à l'exportation	80,8	73,6	71,1	59,0	53,9	-8,7%	-24,3%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	60,9	90,6	64,2	57,2	72,9	27,5%	13,6%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011.

Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 90,6% en 2011; à 64,2% en 2012; à 57,2% en 2013 et 72,9% en 2014. Cependant, le taux de couverture est passé à 101,1% au premier trimestre 2015.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MARHASA :	Ministère de l'Agriculture, des ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GESTION DU STOCK DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRA
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRA
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DGESS/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP